


<p>Maître d'ouvrage</p> <p>Direction Interdépartementale des Routes Nord</p>	 <p>MINISTÈRE DES TRANSPORTS</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>
<p>A23 – Pose d'écrans bois sur ouvrage d'art et aménagement d'une continuité écologique en forêt domaniale</p>	
<p>Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)</p>	
<p>A.3.1 Notice de respect de l'environnement (NRE) Annexe au Cahier des Clauses Techniques Particulières</p>	
<p>Maître d'œuvre études</p> <p>Lombardi Ingénierie 70 rue de la Villette 69003 LYON Tél : +33 (0)4 26 84 26 10 info@lombardi-ing.fr www.lombardi.ch</p>	<p>Maître d'œuvre travaux</p> <p>Service d'Ingénierie Routière Ouest 10 place Salvador Allende CS 40424 59664 VILLENEUVE D'ASCQ cedex Tél : 03.20.43.71.71 Sir-Ouest.Dirn@developpement-durable.gouv.fr</p>
<p>Indice :Ob</p> <p>Fichier : C:\Users\sylvain.obinu\Documents\A23 Drève de Bassy\Modif logo\Pièces techniques suite marché infructueux\A.3.1_Drève_de_Bassy_NRE.odt</p>	

Table des matières

1. Préambule.....	3
1.1.1 Moyens mis en œuvre.....	6
1.1.2 Propreté du chantier et de ses abords.....	6
2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences.....	8
2.1 Eaux superficielles et souterraines.....	8
2.1.1 Description de l'environnement.....	8
2.1.2 Les exigences en matière d'environnement.....	9
2.2 Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie.....	13
2.2.1 Description de l'environnement.....	13
2.2.2 Les exigences en matière d'environnement.....	19
2.3 Milieux humain et Santé publique.....	24
2.3.1 Description de l'environnement.....	24
2.3.2 Les exigences en matière d'environnement.....	24
2.4 Gestion des déchets – Document spécifique SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Organisation des Déchets).....	30
2.4.1 Description de l'environnement.....	33
2.4.2 Les exigences en matière d'environnement.....	34
3. Engagements des partenaires.....	35
3.1 Engagements du Maître d'Ouvrage.....	35
3.2 Engagements du Maître d'œuvre.....	35
3.3 Engagements du titulaire	35
3.4 Points d'arrêts Environnementaux.....	36
4. Démarche Assurance Environnementale en phase travaux.....	38
4.1 Mode opératoire.....	38
4.2 Élaboration et contenu du SOPRE.....	39
4.3 Élaboration du PRE.....	42
4.3.1 Dispositions générales.....	42

4.3.2 Outils de suivi du PRE pendant la phase travaux.....	43
--	----

5. Fiches de suivi de la Démarche Assurance Environnementale.....	45
--	-----------

1. PRÉAMBULE

La rédaction séparée de ce document a pour but de rassembler les éléments essentiels à l'établissement, au suivi ainsi qu'au contrôle des aspects environnementaux au cours de l'exécution des travaux, objet du présent marché, et s'inscrit dans une **Démarche Assurance Environnementale en phase Travaux**.

Il récapitule l'ensemble des éléments nécessaires aux entreprises, pour la compréhension des demandes et exigences environnementales spécifiques à la phase travaux. Il doit inciter également les entreprises à mettre en place une démarche volontaire, sur quelques points particuliers, pour le respect de l'environnement en phase chantier sur cette opération.

L'intégration des enjeux environnementaux dans l'élaboration du projet, objet du présent marché, a été prise en compte par le maître d'ouvrage dans les études antérieures via notamment le diagnostic réalisé en 2018 par le CEREMA et intitulé « Restauration de la continuité écologique du passage inférieur de la drève de Bassy en forêt domaniale de Raismes-Saint-Amand-Wallers (phase 1 Études) ». Les objectifs généraux en matière d'environnement doivent être respectés pendant la phase travaux. C'est l'objet des prescriptions qui suivent.

L'objectif de la **démarche Assurance Environnementale en phase Travaux** est :

- d'une part de **réduire le plus possible les diverses nuisances engendrées par les chantiers** ;
- d'autre part, de **préserver l'équilibre écologique et les ressources naturelles**.

Le maître d'œuvre s'assure du respect des prescriptions techniques, regroupées dans la présente Notice de Respect de l'Environnement, par l'entreprise.

Ce document définit les prescriptions environnementales liées au chantier que les entreprises doivent respecter.

Les aspects environnementaux traités sont :

- Les eaux superficielles et souterraines ;
- Les milieux naturels et les paysages / le patrimoine et l'archéologie ;
- Les milieux humains et la santé publique ;
- La gestion des déchets.

Le titulaire doit répondre, ligne par ligne, au bordereau des prix unitaires (BPU) et au détail estimatif (DE) en prenant en compte les données environnementales du chantier.

Afin de les préciser, elles sont reprises dans le présent document pour bien mettre en évidence les impératifs environnementaux ainsi que les textes en vigueur à respecter.

Selon le niveau de protection, il est demandé à l'entreprise de détailler les solutions envisagées pour respecter les textes en vigueur et les impératifs environnementaux.

Ainsi, les objectifs environnementaux étant clairement détaillés dans la Notice de Respect de l'Environnement et notamment concernant la gestion des déchets, l'entreprise peut calculer au plus juste le coût induit et préciser clairement les hypothèses prises lors de l'étude.

Le titulaire établit ses prix en tenant compte des prescriptions environnementales décrites dans la Notice de Respect de l'Environnement selon les modalités et hypothèses :

- qu'elle décrit dans le SOPRE - Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement joint dans sa remise d'offre ;
- qu'elle précise dans le PRE - Plan du Respect de l'Environnement élaboré pendant la période de préparation.

L'attention du titulaire est attirée sur les textes réglementaires concernant la protection de l'environnement, notamment :

- le code de l'environnement et en particulier :
 - Livre II : Milieux physiques
 - Titre 1^{er} : Eaux et milieux aquatiques et marins
 - Titre II : Air et atmosphère
 - Livre III : Espaces naturels
 - Titre III : Parcs et réserves
 - Titre IV : Sites
 - Titre V : Paysages
 - Livre IV : Patrimoine naturel
 - Titre 1^{er} : Protection du patrimoine naturel
 - Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances
 - Titre IV : Déchets
 - Titre VI : Préventions des risques naturels
 - Titre VII : Prévention de la pollution sonore.
- le code rural et de la pêche maritime ;
- le code de la santé publique.

À la remise de son offre, l'entreprise répond au travers de son SOPRE (dont le cadre proposé est détaillé dans le 4.2), par une démarche volontaire, aux exigences en matières d'environnements concernant :

- Eaux superficielles et souterraines ;
- Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ;
- Milieux humain et santé publique ;

- Gestion des déchets.

Elle précise également sa démarche relative aux exigences en matière d'environnement Milieux humain et santé publique volet DÉCHETS au travers du document spécifique SOSED intégré au SOPRE.

Elle détaille l'ensemble de ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2).

Fiches :

- Plan de respect de l'environnement (PRE), incluant la gestion des déchets de chantier ;
- Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier.

Une « Fiche MOE de suivi environnemental sur le chantier – application du PRE » permettra à la maîtrise d'œuvre de suivre la démarche environnementale au cours des travaux.

2. PRÉSENTATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET DES PRINCIPALES EXIGENCES

2.1 EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

2.1.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Eaux superficielles**

Dans la zone des travaux, au voisinage du PR 32+270, l'autoroute A23 intercepte un cours d'eau entièrement busé, ce cours d'eau est situé à 50 m au Nord du site.



Localisation des cours d'eau autour de l'ouvrage

Risque inondation :

Le secteur de travaux est en large partie dans une zone inondable, le site est soumis à des remontées de nappe phréatique. Une pompe de relevage est située au milieu de l'ouvrage (point bas).

- **Eaux souterraines**

La nappe phréatique est située entre 1 et 4 m du niveau du terrain naturel. Le point bas de l'ouvrage est régulièrement situé en dessous du niveau de la nappe et inondé.

La zone des travaux se trouve dans l'aire d'alimentation de captage de la Scarpe Aval Sud, dans un périmètre de protection de champ captant, l'ouvrage est situé en plein périmètre de protection de champ captant rapproché.

Les enjeux liés aux eaux souterraines sont considérés comme forts.

2.1.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Sur le secteur de travaux, il a été mis en évidence que les enjeux liés aux eaux souterraines étaient élevés, en raison de la présence de périmètres de protection de captage. Il conviendra notamment de respecter les exigences en matière d'environnement découlant des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques – Titre Ier : Eau et milieux aquatiques et marins - articles L210-1 et suivants et articles R211-1 et suivants).

Une vigilance particulière sera apportée à la prévention des pollutions et à la réduction des impacts sur l'environnement. Le/les conducteurs d'engins et les ouvriers en appui devront participer à la première réunion de chantier avec le maître d'œuvre, au cours de laquelle ils seront informés des objectifs des travaux et des enjeux spécifiques liés aux milieux aquatiques.

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'elle compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- **Assainissement provisoire de chantier :**
 - Durant les travaux, maintien en fonction du réseau d'assainissement existant ou mise en place d'un assainissement provisoire (chantier) raccordé au réseau existant afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines et superficielles et tout risque d'inondation ;
 - Il est mis en place un système de décantation et de filtration au niveau de chaque rejet au cours d'eau pour piéger les fines remises en suspension ;
 - Aucun rejet d'eaux de chantier ne peut être effectué directement dans le milieu naturel ;
 - L'attention du titulaire du marché est attirée sur le caractère évolutif du réseau d'assainissement de la phase chantier en fonction de l'avancement des terrassements.
 - Les travaux modifiant les écoulements naturels et pouvant générer des venues d'eau et des points de concentrations de flux importants, l'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions pour capter et/ou canaliser les eaux de ruissellement. Ces eaux devront être gérées afin d'éviter tout désordre au sein du chantier et dans le voisinage des travaux.
- **Aires de stockage, parkings, hydrocarbures :**
 - Les engins doivent être conformes à la réglementation, et leur entretien ne doit pas se faire sur le site afin d'éviter toute fuite d'huiles ou d'hydrocarbures.

- Une attention particulière est portée à la protection de la nappe phréatique, exploitée pour l'alimentation en eau potable, dans ces secteurs à la vulnérabilité élevée. Ainsi, des mesures efficaces et adaptées au stockage d'hydrocarbures ou de tout autre produit polluant sont mises en place.
 - Interdiction, dans le lit du cours d'eau, d'implanter les aires de stockage de matériaux polluants, ainsi que les aires d'entretien et de stationnement des engins de chantier ;
 - Tout stockage d'hydrocarbures ou de tout autre produit polluant est interdit sur le site ;
 - Tous les rechargements en carburant, huiles et autres fluides sont effectués sur une plateforme étanche permettant une récupération de toute fuite ou débordement, située sur une zone plane et horizontale à plus de 15 m du cours d'eau. Des fossés de ceinture permettent de récupérer les eaux de ruissellement. Le matériel de bûcheronnage et de débroussaillage utilise des huiles végétales biodégradables ;
 - Les groupes électrogènes sont isolés par des dispositifs de rétention mobiles (pour les petits modèles) et/ou disposeront d'une double paroi de rétention ;
 - La vidange des toupies béton est interdite sur site. Les dispositions permettant la vidange et le nettoyage en toute sécurité pour l'environnement des toupies bétons sur le chantier (bassin de décantation étanche + gestion des eaux) sont fournies dans le PRE.
- **Rejets de base de vie :**
 - Lors de la réalisation l'assainissement de la base de vie, une attention particulière sera portée sur les pentes qui devront permettre l'évacuation de toutes les eaux, ainsi que leur recueil afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines notamment et tout risque d'inondation.
 - **Pollution accidentelle :**
 - Le titulaire établit un schéma d'intervention pour prévenir la pollution accidentelle détaillant la procédure à suivre en cas de pollution grave et les moyens d'intervention du titulaire en cas d'incident (évacuation du matériel ou matériau à l'origine de la pollution, mise en place de produits absorbants, curage des sols...). Ce schéma est consultable et visible à tout moment et tout le personnel sur le chantier doit en avoir pris connaissance ;
 - Des produits absorbants et/ou kits anti-pollution doivent être disponibles sur le site ainsi qu'à proximité des zones de stockage d'hydrocarbures (si ceux-ci sont autorisés) pendant toute la durée des travaux ;
 - En cas de fuite de fuel ou d'huile, les matériaux souillés sont évacués vers les lieux de traitements agréés ;
 - Il conviendra de ne pas utiliser de produits pouvant polluer accidentellement les eaux.

- Toutes les précautions sont prises pour éviter la pollution des eaux superficielles et souterraines à proximité de la zone des travaux.
- Les opérateurs du chantier sont formés aux procédures d'urgence.
- **Eaux souterraines et superficielles :**
 - Aucun prélèvement d'eau dans la nappe phréatique et dans les cours d'eau n'est autorisé.
 - L'usage de produit nocif pour l'environnement notamment pour lutter contre la corrosion des palplanches sera à proscrire.
- **Emprises boisées :**
 - Évitement maximum du défrichement et du décapage des surfaces non nécessaires aux travaux, pour éviter le comblement des fossés et ruisseaux, sur l'ensemble de l'emprise ;
 - Prévoir la revégétalisation des terrains dans les emprises concernées par les travaux ;
 - Après débroussaillage préalable de la végétation, les souches sont laissées en place pour permettre une reprise rapide après travaux, dès le printemps.
- **Crue :**
 - Le titulaire fournit au maître d'œuvre un plan d'actions en cas de crue lors de la phase préparatoire de chantier ;
 - En cas de crue, l'ensemble des éléments provisoires à proximité du cours d'eau doivent être retirés afin de limiter au maximum les rejets dans le cours d'eau ;
 - Le titulaire anticipe les éventuelles montées d'eau par les moyens d'information mis à disposition du public, par exemple en suivant le dispositif Vigicrue. Lorsque le débit du cours d'eau s'approche de la crue de travaux (0,6 m³/s), le matériel et les engins sont sortis du lit du cours d'eau et les travaux interrompus ;
 - La pompe de relevage des eaux de pluie qui empêche l'inondation du passage sera sauvegardée avant, pendant et après les travaux.
 - Le titulaire doit donc garantir une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit.
- **Suivi de la pollution des sols**
 - L'entrepreneur réalise un diagnostic de pollution des sols au début et à la fin des travaux pour identifier le besoin ou non de dépollution des sols concernés.

- Si au cours des travaux, un écoulement accidentel avait lieu directement sur les sols nus, l'Entrepreneur établirait un diagnostic de qualité des sols pour justifier l'absence de pollution. e de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.
- **Préservation de la qualité des eaux :**
 - Un nettoyage minutieux du chantier ;
 - Les emprises utilisées pour la circulation des engins sont limitées au strict nécessaire.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis, en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents (protection civile, DDT(M) – Direction Départementale des Territoires (et de la Mer), DREAL – Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, ARS – Agence Régionale de Santé,...).

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Au sein de l'entreprise, un responsable de la prévention des risques environnementaux est désigné et présent tout au long du chantier.

Toutes les prestations engendrées pour assurer la protection des eaux superficielles et souterraines sont à la charge du titulaire du marché, notamment tous les frais en cas de pollution : confinement, décapage des terrains pollués, évacuation des terres polluées vers un centre de traitement ou de stockage des déchets, remise en état du milieu naturel. Sont également comprises les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des déchets ainsi que pour le suivi administratif des déchets.

- **Les engins de chantier**

Les engins sont entretenus et répondent parfaitement aux normes en vigueur.

- **Les produits phytosanitaires**

L'utilisation de produits phytosanitaires et insecticides est proscrite.

- **Les contraintes planning découlant des enjeux environnementaux.**

-

Il conviendra de respecter les cycles biologiques de la faune et la flore locale pour ne pas les impacter. Les travaux impactant devront ainsi se dérouler en priorité entre octobre et février.

Le début des travaux est prévu autour de le 17 novembre 2025 et les travaux devront être terminés au 30 janvier 2026.

2.2 MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

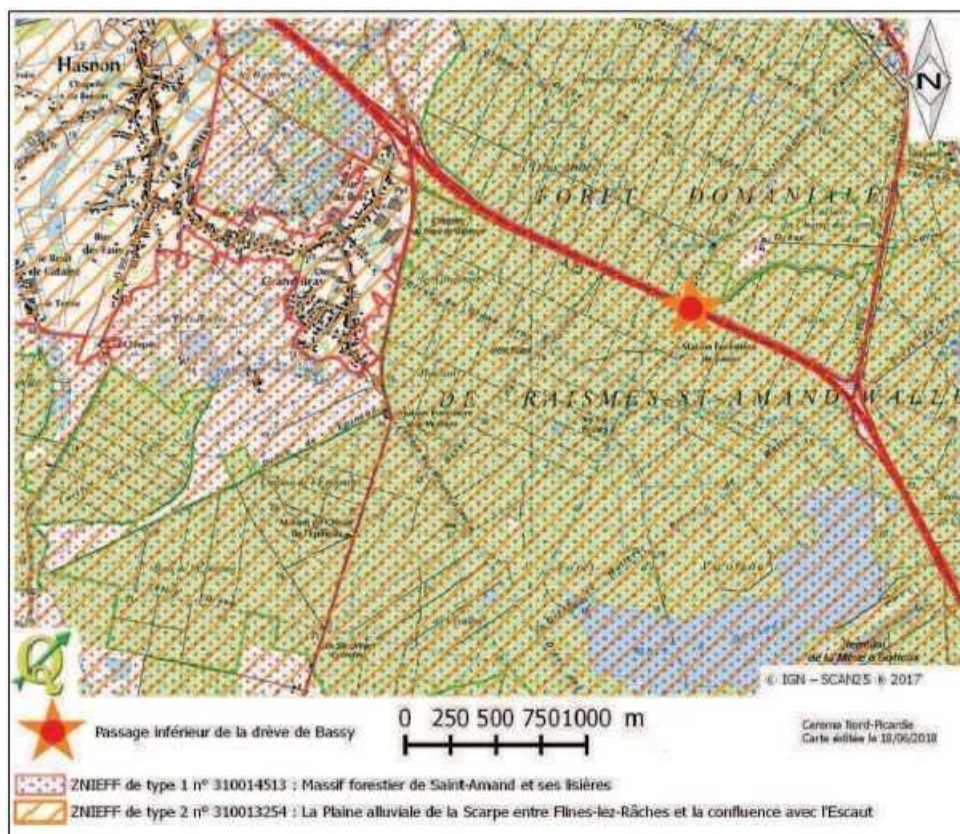
2.2.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le projet est compris dans le périmètre du Parc naturel régional Scarpe-Escaut. Ce dernier compte en 2020, 55 communes classées, 4 communes associées et 7 villes-portes autour de la forêt domaniale de Raismes-Saint-Amand-Wallers. Le Parc est constitué de paysages et patrimoines variés, 33% de son territoire est classé en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), 29% en zone Natura 2000, 26% en Zone de Protection Spéciale (ZPS) et 19% en Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

D'autre part, la Forêt Domaniale de Raismes-Saint-Amand-Wallers fait partie du site Natura 2000 de la Vallée de la Scarpe et de l'Escaut, et est identifiée par la Trame Écologique en tant que cœur de biodiversité. ZNIEFF de type I, il s'agit du « Massif forestier de Saint-Amand et ses lisières », cet ensemble est également une ZNIEFF de type II ; « La Plaine alluviale de la Scarpe entre Flines-lez-Râches et la confluence avec l'Escaut », en tant que plaine alluviale de la Scarpe

L'ouvrage se situe donc au cœur des zonages d'inventaire suivants :

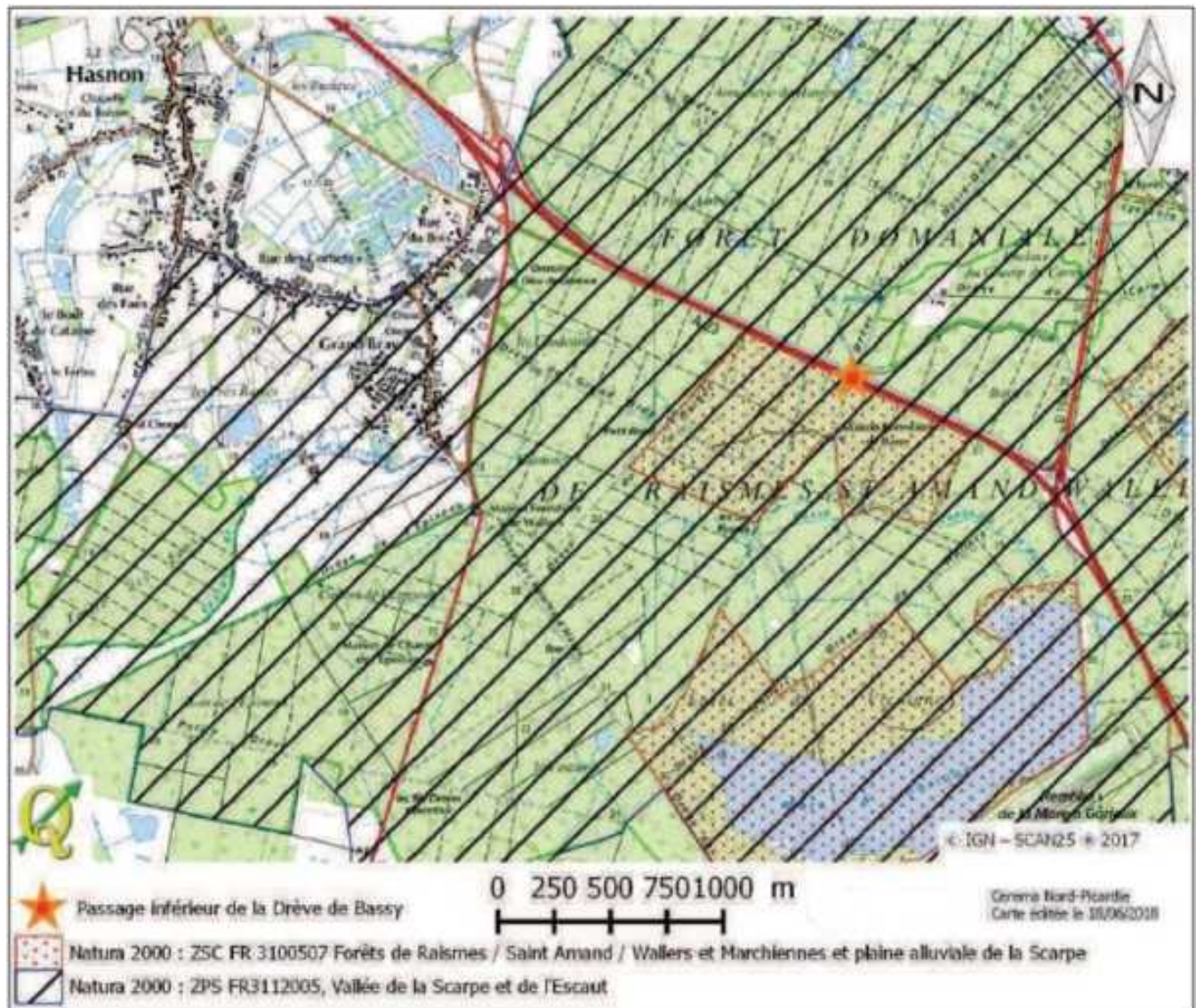
- ZNIEFF de type 1 n° 310014513 : massif forestier de Saint-Amand et ses lisières ;
- ZNIEFF de type 2 n° 310013254 : La plaine alluviale de la Scarpe entre Flines-lez-Râches et la confluence avec l'Escaut.



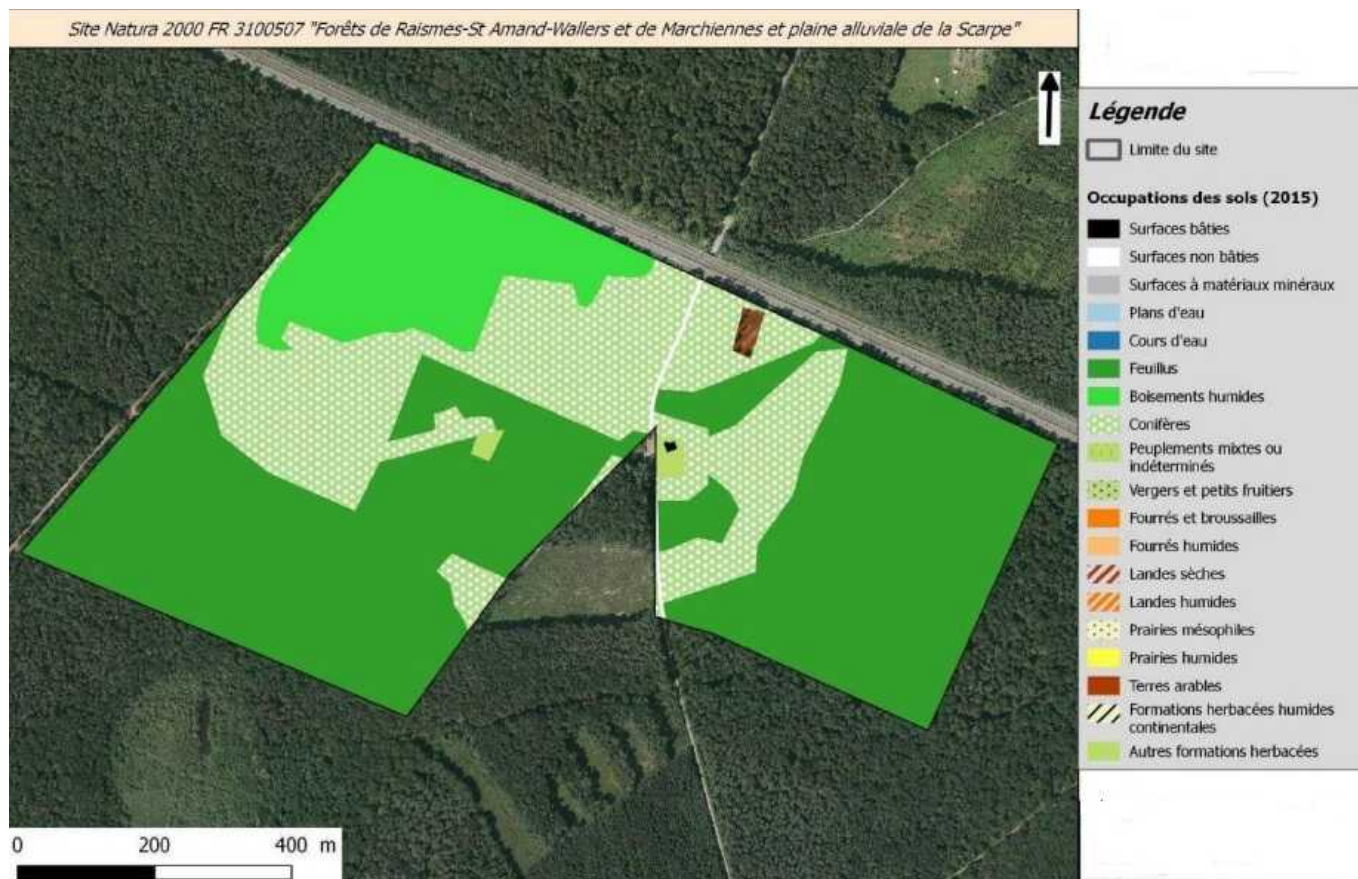
Carte de localisation des ZNIEFF au niveau du passage inférieur

Il est également au cœur du site Natura 2000 FR3112005 « Vallée de la Scarpe et de l'Escaut » (Zone de Protection Spéciale).

Il jouxte le site Natura 2000 FR3100507 : « Forêts de Raismes / Saint-Amand / Wallers et Marchiennes et plaine alluviale de la Scarpe » (Zone Spéciale de Conservation).

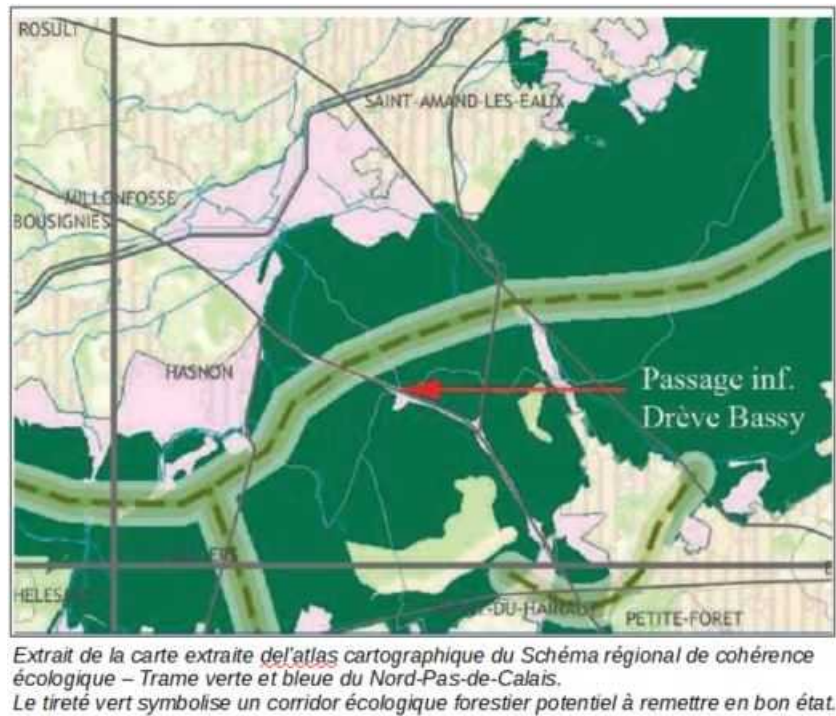


Carte de localisation des sites Natura 2000 à proximité du passage inférieur



L'ouvrage est situé en zone RAMSAR (zones humides d'importance internationale) impliquant la présence de zones humides dans le secteur

Par ailleurs, le passage inférieur de la drève de Bassy se situe dans l'axe du "corridor forestier potentiel à remettre en bon état" identifié dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique du Nord-Pas-de-Calais, approuvé par le préfet de Région le 16/07/2014.



Réserve Dirigée de Biodiversité

Le site se trouve à 65 m d'une réserve dirigée de biodiversité dites « la sablière de Bassy ». Cette réserve, est probablement l'un des derniers vestiges d'un type de lande autrefois plus répandu. Des espèces patrimoniales ont été retrouvées à proximité de la Drève de Bassy, la zone de travaux devra se limiter à un espace restreint



La Réserve Biologique Dirigée « la Sablière de Bassy - Code national : FR2300030 »

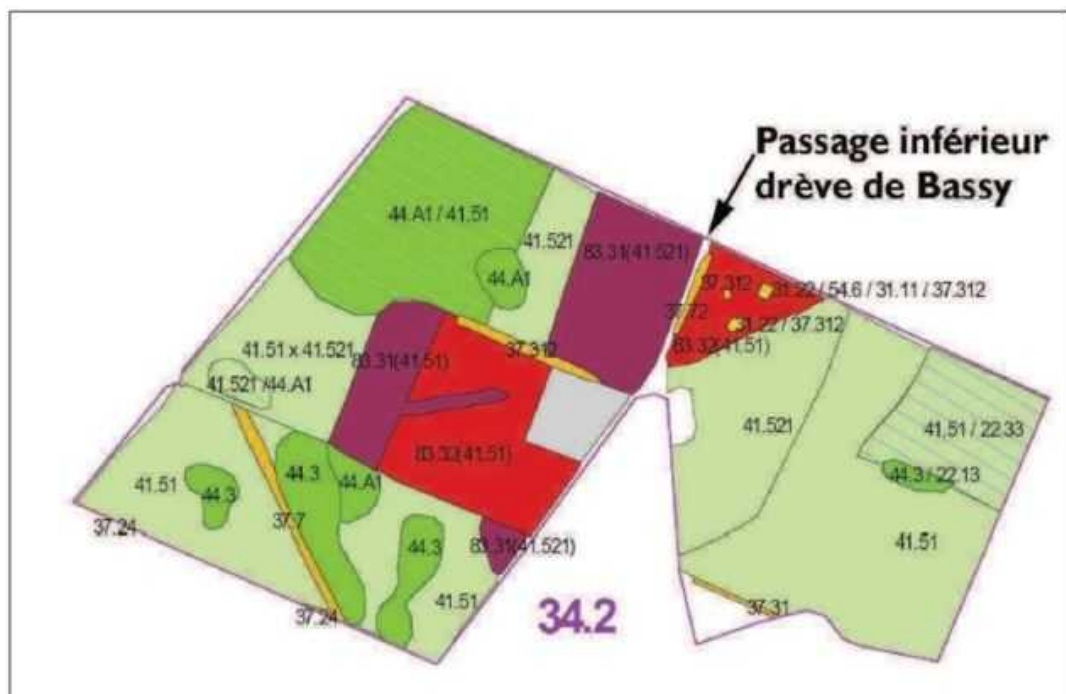
Inventaire de la flore et des habitats naturels

Un inventaire des végétations a été réalisé dans un rayon de 100 mètres autour de l'ouvrage de la drève de Bassy. L'objectif était d'identifier les niveaux de végétation les plus précis, c'est-à-dire au mieux jusqu'à l'association végétale, pour déterminer les habitats naturels jouxtant l'ouvrage, afin d'offrir la meilleure continuité écologique possible au niveau de l'ouvrage lui-même. Il a également pour objectif de déterminer quelles espèces peuvent potentiellement utiliser ces habitats naturels.

Sur l'ensemble de la forêt, la série de végétation dominante est celle du chêne pédonculé.

Cependant, la série à chêne sessile et hêtre est également présente sur les parties est du massif (Office National des Forêts 2010). La végétation potentielle est principalement celle de la « forêt mésophile et acidocline à chêne pédonculé, charme et bouleau de la zone subatlantique » (*Fraxino- Carpinion* acidocline et hygrophile suboccidental) et secondairement celle de la forêt acidiphile à chêne pédonculé, chêne sessile et hêtre » (*Illici.Fagion* et dégradations en *Quercion robori-petraeae*) (Office National des Forêts 2010).

Carte des habitats Natura 2000 selon la typologie Corine Biotope :



Carte des habitats naturels selon la nomenclature CORINE Biotope. Extrait du document d'objectif du site Natura 2000 FR 3100507

La légende des codes ci-après correspond à ce qui a été observé à une centaine de mètres du passage inférieur de la drève de Bassy :

- 83.31 - Plantations de conifères ;
- 41.521 - Forêts de Chênes sessiles du nord-ouest ;
- 37.72 - Franges des bords boisés ombragés ;

- 37.312 - Prairies à Molinie acidiphile ;
- 31.22 - Landes humides sub-atlantiques à Genêt et Callune ;
- 54.6 - Communautés à *Rhynchospora alba* ;
- 31.11 - Landes humides atlantiques septentrionales ;
- 83.32 - Plantations d'arbres feuillus ;
- 41.51 - Bois de chênes pédonculés et de Bouleaux.

En cas d'exploitation des arbres, il faudra veiller à s'assurer que les opérateurs ne dégradent ni les mares ni le réseau de fossé du fait de passage d'engins ou de dépôts de rémanents.

Espèces Exotiques Envahissantes

Le tableau ci-dessous liste les espèces recensées durant l'étude menée par le CEREMA.

Liste des espèces exotiques envahissantes recensées autour de la drève de Bassy		
Nom scientifique	Nom français	Statut Picardie
<i>Solidago canadensis</i>	Solidage du Canada	A2
<i>Erigeron canadensis</i>	Vergerette du Canada	P2
<i>Prunus serotina</i>	Cerisier tardif	A1
<i>Galinsoga parviflora</i>	Galinsoge à petites fleurs	P
<i>Buddleja davidii</i>	Arbre à papillons	P
<i>Impatiens parviflora</i>	Impatience à petites fleurs	P
<i>Quercus rubra</i>	Chêne rouge	P

I - Catégorie (A) : Espèces exotiques envahissantes avérées

A1: taxon envahissant les milieux naturels et/ou impactant les espèces patrimoniales. Il impacte aussi les activités sociales et économiques, ainsi que la santé humaine.

A2: taxon envahissant les milieux naturels et/ou impactant les espèces patrimoniales. Il n'impacte pas les activités sociales et économiques, ainsi que la santé humaine.

II - Catégorie (P) : espèces exotiques envahissantes potentielles

P: Taxon absent de la région sans menace à court terme en Picardie.

Des précautions sont à prendre afin de limiter au maximum le risque d'introduction d'autres Espèces Exotiques Envahissantes (EEE).

Les amphibiens :

Les espèces présentes autour du passage inférieur de la drève de Bassy sont communes, et de préoccupation mineure d'un point de vue de la menace, à l'exception du « **triton crêté** » et de « **la salamandre tachetée** » qui sont assez communes et proches de la menace. Le triton crêté est menacé sur le territoire picard (vulnérable). Ainsi, lors d'une révision de la liste rouge à l'échelle des Hauts-de-France, il est possible que cette espèce devienne menacée.

Les reptiles :

Il n'existe pas d'espèce de reptile connue à ce jour présentant un intérêt patrimonial important. Néanmoins, il existe un enjeu de continuité écologique pour ce groupe en raison de la présence de deux espèces (lézard vivipare et l'orvet fragile) sur l'ensemble du massif. Il existe souvent des problèmes de mortalité routière pour ce groupe mais sa caractérisation est rendue très difficile par la disparition rapide des individus, soit par des prédateurs, soit comme c'est plutôt le cas ici, par un écrasement répété très important des individus.

Les chiroptères :

L'étude du CEREMA a révélé la présence certaine d'au moins 10 espèces, et potentiellement 13 espèces présentes selon les études de la CMNF en juillet 2018.

D'après le référentiel faune du territoire du Nord-Pas-de-Calais de 2014 (Collectif faunistique du référentiel 2014), repris de façon synthétique en Annexe 6, les espèces les plus remarquables sont les suivantes :

- Murin de Brandt (très rare),
- Murin à oreilles échancrées (peu commun),
- Noctule commune (assez rare),
- Noctule de Leisler (rare).

L'étude du CEREMA a montré la très faible utilisation du passage inférieur par la faune fréquentant le massif forestier. Les chauves-souris n'empruntent pas non plus le passage inférieur et ne montrent pas de préférence pour celui-ci. En revanche la fréquentation anthropique est très importante.

Les diagnostics sur les amphibiens, reptiles et chauves-souris ont confirmé la présence d'espèces patrimoniales au niveau du massif forestier, à proximité du passage inférieur, comme le triton crêté, la salamandre tachetée, et pour les chauves-souris le murin de Brandt, le murin à oreilles échancrées, la noctule commune et la noctule de Leisler.

2.2.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans les domaines « milieux naturels et paysage – patrimoine et archéologie ». Par ailleurs les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre III : Espaces naturels).

L'entreprise, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'elle compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- **Dépôts provisoires :**
 - Les aires de stockage et dépôts provisoires sont prioritairement installés sur l'emprise du projet afin de limiter les occupations temporaires et la pollution visuelle ;
 - Les zones de dépôts définitifs rendues nécessaires par les travaux sont en priorité recherchées dans les délaissés en zones hors forêt;
 - Le chantier et les aires de stockage de matériel et matériaux doivent être situés en dehors des secteurs à fortes contraintes biologiques en particulier la réserve biologique dirigée « la Sablière de Bassy », et éviter les entrées du chemin. La localisation des installations de chantier est proposée par le titulaire (prise en compte des installations classées) et validée en collaboration avec le maître d'œuvre et les communes concernées
- **Installations chantier – plan de circulation :**
 - Au droit des accès de chantier, des aires de lavage de véhicules (roues et bas de caisse principalement) sont installées afin de limiter la présence de boues sur les voies ouvertes à la circulation ;
 - Un plan de circulation et de balisage du chantier est établi avec les autorités locales et en coordination avec les entreprises afin d'éviter les risques de perturbation du trafic local et les nuisances pour les zones traversées d'une part et de délimiter les espaces sensibles d'autre part ;
 - À chaque accès au chantier, le titulaire doit installer des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ». Les accès doivent être obligatoirement fermés par les soins du titulaire lors des périodes de non activité du chantier quelle qu'en soit la nature.
- **Propreté du chantier :**
 - Le repli du matériel, le démontage des locaux provisoires et le nettoyage des différents chantiers sont organisés par les entreprises à la fin du chantier ;
 - Les entreprises ont à leur charge l'entretien des abords du chantier et le nettoyage de la voirie attenante ;
 - Elles assurent leur fonctionnement sanitaire ainsi que le nettoyage des zones de chantier ;
 - L'attention du titulaire est attirée sur les contraintes de sécurité des usagers circulant sur les voies publiques bordant le chantier. Toutes les mesures sont prises par le titulaire pour assurer la propreté permanente des voies publiques bordant le chantier. Un soin particulier est demandé pour le nettoyage des voies attenantes, de plus, la remise en état des lieux en fin de travaux comporte un nettoyage général des emprises et des zones d'occupations temporaires ;

- À la remise en état des lieux, tous les déchets, matériels ou matériaux sans emploi (chute de ferraille ou de coffrage, bidons, pneus, sacs de ciment, fonds de malaxeurs, etc.) sont ramassés et évacués en dépôt définitif quelles que soient les difficultés d'accès pour leur récupération dans le respect de la législation et des dispositions prises dans le SOSED ;
- La remise en état des lieux et le nettoyage général sont inclus dans le prix d'installation de chantier.

• **Protection faune – flore – agriculture :**

Les impacts sur la faune et la flore sont **limités** par :

- Le choix d'une période d'intervention hors des périodes de reproduction des poissons et des espèces se reproduisant à terre, soit entre septembre et janvier ;
- Le défrichage et le décapage sont réalisés au strict minimum nécessaire et pendant le temps le plus court possible ;
- La mise en œuvre de tuyau souple de type janolène et de diamètre adapté aux fûts des sujets à protéger présents dans la zone de travaux pour assurer leur protection pendant la durée du chantier. La mise en place se fait par entourage continu du tronc sur une hauteur de 2 mètres ;
- Un état des lieux est réalisé avant et après l'exécution des travaux ;
- Une végétalisation la plus précoce possible de toutes les surfaces ;
- Protection des zones agricoles avec la mise en place et la réalisation d'un piquetage contradictoire préalable de l'emprise technique ;
- En cas de travaux, pendant la période de reproduction, l'entreprise porte une attention particulière, aux espèces d'oiseaux et d'amphibiens sensibles, (soit sur la période allant de février à août) ;
- Diminution de la mortalité (risque de collision) des animaux pendant le chantier ;
- Le terrain est balisé/ clôturé par le titulaire pour délimiter les espaces sensibles ;
- Pendant la durée des travaux il faut protéger les habitats naturels de la faune et de la flore et si nécessaire prévoir des habitats de substitution pour la faune (nichoirs, mares, ...).
- Les itinéraires de randonnée pédestre sont rétablis ;
- Un suivi écologique du chantier est assuré par un ingénieur écologue ;
- Un phasage précis des travaux (en fonction des enjeux écologiques) est demandé.

• **Terres du chantier – Terres végétales :**

- Réutilisation optimale des matériaux de déblais en remblai grâce au respect d'un protocole précis de décapage, de tri et de stockage de la terre arable pendant la durée des travaux (proposition du protocole par le titulaire) ;

- Les terres prélevées (terre végétale) :

il est prévu la création d'une mare dans la pinède, occasionnant une extraction de 1 000 m³ de terre, celle-ci pourra être réutilisée pour le remblai. Sachant que cette terre provient d'un sol lessivé, il faudra veiller à ne pas placer les horizons lessivés en surface ce qui pourrait compromettre la reprise des arbustes plantés. Idéalement, la dernière couche de terre devrait provenir de la restauration de la mare située à 125 mètres au nord du passage inférieur, car il s'agit de terre parfaitement fertile.

- La terre végétale sera stockée en vue de son réemploi. Le procédé est proposé par l'entreprise et validé par le MOE tout en respectant les « Prescriptions de stockage de la terre végétale en vue de son réemploi » ci-dessous.
- La terre d'apport devra être de même nature que le sol forestier avoisinant. Entre autres, il s'agit d'un sol essentiellement sableux à tendance silteuse (sédiment meuble).
- La circulation des engins d'approvisionnement est interdite sur les terres régaliées. Un état des lieux en présence du titulaire est effectué ;

- **Espèces exotiques envahissantes :**

- Lors des travaux, des précautions seront prises concernant les espèces exotiques envahissantes ; elles profitent de la modification de l'équilibre du milieu naturel.
- Aussi, l'ensemble des remblais devront, dans la mesure du possible, ne pas être constitués de terre exogène, pour limiter le risque d'implantation d'espèces envahissantes. L'apport de matériaux sera exempt de toute espèces exotiques jugées envahissantes.
- Par ailleurs, les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral du 25 juin 2019 modifié susvisé relatif à la lutte contre les espèces d'Ambrosie dans l'Ain doivent être mises en place tout le long du chantier et pendant l'exploitation et suivi du-site.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Le titulaire précise particulièrement, au travers d'un chapitre, d'un titre identifié ou par des procédures spécifiques dans son SOPRE ce qu'il met en œuvre concernant les procédures espèces exotiques envahissantes détaillées dans le CCTP.

Il prend notamment en compte :

- la formation de son personnel ;
- le balisage des zones infestées par les espèces exotiques envahissantes floristiques ;
- le nettoyage de véhicules (roues et bas de caisse) et du matériel (décrochage) ;
- le traitement et le décapage des terres infestées ;

- la gestion des déchets ;
- le stockage et la reprise des terres

2.3 MILIEUX HUMAIN ET SANTÉ PUBLIQUE

2.3.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

La réalisation des travaux se situe en rase campagne. L'environnement acoustique de la zone n'est perturbé que par l'axe routier de l'autoroute A23.

- **L'air :**

Le tracé s'inscrit en zone forestière. La réalisation des travaux se situe sur une infrastructure existante assez éloignée des zones bâties.

Il convient d'éviter les phénomènes trop importants de pollution particulière liés aux déplacements sur les pistes de chantiers et pendant la réalisation de certaines prestations.

- **Les métaux lourds :**

La présence de plomb dans le système anticorrosion des palplanches est avérée.

2.3.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine « bruit ».

les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires suivants :

- Code de l'environnement – Titre VII Prévention des nuisances sonores (Articles L571-1 à L571-10 et Articles R571-1 à R571-52) ;
- L'arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier, et par les moto-compresseurs ;
- La version abrogée le 16 octobre 2007 du décret 95-79 du 23 janvier 1995 et ses arrêtés d'application en date du 12 mai 1997 ;
- La directive 2005/88/CE du 14 décembre 2005 transposée en droit français par l'arrêté du 22 mai 2006 ;
- Les arrêtés préfectoraux et/ou municipaux soumettant des prescriptions particulières (article L.2213-4 du Code des Collectivités Territoriales).

De manière générale, c'est la directive 2005/88/CE du 14 décembre 2005 modifiant les articles 12 et 21 de la directive 2000/14/CE du 8 mai 2000, et son arrêté de transposition en droit français (22 mai 2006) qui s'appliquent dorénavant. L'ancienne réglementation nationale reste cependant applicable pour les matériels échappant au champ d'application de la directive (matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002).

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances sonores engendrées par le chantier.

Conformément à la réglementation :

- La réalisation de l'installation de chantier est définie en collaboration avec le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et les communes concernées. Une attention particulière est portée aux zones d'habitation (accès et voies de circulation du chantier éloignés de préférence).
- Les niveaux de bruits à respecter sont, conformément à la législation :
 - pour les matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002 :
la limite mesurée à une distance de 7 mètres (en 4 points) et à une hauteur de 1,5 mètre selon la norme définie par l'arrêté du 11 avril 1972, à savoir :
 - camions et engins de terrassement : 80 dB (A) pour les moteurs inférieurs à 200 CV à 90 dB (A) pour les moteurs supérieurs à 500 CV.
 - compresseurs et groupes électrogènes : 85 dB (A).
 - pour les matériels mis sur le marché après le 3 mai 2002 :
les seuils fixés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002, pour les matériels listés au même article. Les matériels listés à l'article 6 ne sont pas soumis à une valeur limite admissible mais au seul marquage du niveau de puissance acoustique garanti. Ces règles doivent être respectées par le fabricant qui a toute responsabilité sur la conformité de ses produits. La conformité des produits est établie par l'une des trois procédures d'évaluation (annexes VI, VII et VIII de l'arrêté du 18 mars 2002).

Par conséquent, il est procédé sur le chantier à la vérification de la conformité des engins par rapport à la réglementation (réglementation européenne transcrite en droit français et réglementation française). Cette vérification vise :

- la présence du marquage « CE » sur la machine ;
- la déclaration « CE » de conformité conservée par l'utilisateur, ou l'attestation de conformité pour les matériels soumis à autorisation française ;
- la notice utilisateur présentant les données techniques du matériel ;
- la mesure des niveaux de puissance acoustique des matériels mis sur le marché avant le 3 mai 2002 relevant de la réglementation nationale, en cas de doute sur la conformité d'un matériel ou lors de contrôles inopinés. Ces contrôles peuvent également être réalisés (à la charge du titulaire) en cas de problème avec le voisinage.

Conformément au code de la Santé Publique (article 1334-36), au décret n° 2017 1244 du 7 août 2017 - art. 1, l'entreprise et son personnel sont tenus aux prescriptions suivantes :

- respecter les conditions d'utilisation ou d'exploitation des matériels et équipements utilisés ;
- prendre les précautions appropriées pour limiter le bruit ;
- ne pas faire preuve d'un comportement anormalement bruyant.

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire, doit détailler les éléments qu'il compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- informations (horaires, durée, dispositions de protection mises en place) des riverains quant aux phases les plus bruyantes du chantier ;
- adaptation des horaires de chantier aux contraintes environnantes (approuvées par le maître d'œuvre). Travaux bruyants limités dans le temps et aux heures normales de la journée ;
- sensibilisation des intervenants du chantier aux comportements bruyants à éviter (chute de matériel, alarmes de recul, cris) ;
- développement de la prévision des nuisances attendues et précision des mesures et engagements pour les limiter ;
- réglementation des zones de circulation et établissement d'un plan de circulation afin d'éviter les risques de perturbation du trafic local, de limiter les nuisances des zones traversées, et d'éviter les marches arrières des engins ;
- utilisation raisonnée des engins : entretien régulier, préférence d'engins électriques ou hydrauliques aux matériels pneumatiques, adaptation de la dimension et de la puissance de l'engin à la tâche à accomplir (utilisation de matériels de puissance suffisante limitant le régime moteur), et non fonctionnement des engins inutilement.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents.

- **L'air :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine de l'air.

Du fait de la proximité d'habitations, l'attention de l'entreprise est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances atmosphériques engendrées par le chantier.

Le titulaire précise l'ensemble des mesures et engagements mis en œuvre pour limiter les pollutions de l'air et la formation de poussières préjudiciables à l'environnement et à la sécurité (arrosage des pistes circulées, limitation de la vitesse de déplacement des véhicules de chantier...).

Par ailleurs, les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques – Titre II : Air et atmosphère articles L220-1 et suivants et articles R221-1 et suivants). Les mesures suivantes sont à intégrer, en complément et/ou de manière à répondre aux exigences précédemment énoncées :

- **Installations de chantier :**

Le titulaire doit respecter la réglementation des installations de chantier en terme de distance vis-à-vis du bâti.

- **Pollution gaz d'échappements :**

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour limiter les gaz d'échappement même si les impacts sont localisés et de courte durée.

- **Prévention pollution (pistes) :**

- Le choix des matériels est fait afin de diminuer au maximum les pollutions supplémentaires.
- Évitement des phénomènes de pollution particulaire liés aux déplacements sur pistes de chantier (par exemple en fonction des conditions climatiques en humidifiant celles-ci et éventuellement en limitant la vitesse de déplacement des véhicules de chantier).
- Le titulaire doit procéder à l'entretien et à l'arrosage fréquent et régulier de toutes les parties circulées.

- **Interdiction de brûler des déchets :**

Il est interdit de brûler les déchets afin d'éviter les émissions de fumée et de poussière.

- **Les métaux lourds :**

La suppression des palplanches doit respecter a minima les préconisations du présent marché ainsi que la réglementation concernant les métaux lourds en vigueur.

La prestation est réalisée par une entreprise spécialisée. Celle-ci assure également l'évacuation des déchets vers un centre de stockage adapté. (Voir 2.4 Gestion des Déchets)

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'il compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- Dispositions mise en œuvre afin de limiter la dispersion des particules des métaux lourds dans l'atmosphère et dans les eaux durant le chantier ;
- Détail des prestations prévues (entreprise spécialisée, centre de stockage adapté,...) au travers d'une partie spécifique « mode opératoire – métaux lourds » précisant les méthodes mises en œuvre, les caractéristiques des équipements de protection collective et individuelle utilisés par les opérateurs....
- De plus, le titulaire devra prévoir les actions suivantes :

Préparation du chantier :

- Examiner le diagnostic de recherche de plomb et recouper la localisation des revêtements concernés avec le lieu et la nature des travaux prévus.
- Choisir les techniques d'intervention les moins polluantes possibles en y associant une technique de réduction de l'empoussièrement à la source adaptée.
- Choisir les protections collectives et individuelles adaptées à la technique.

Avant de démarrer les travaux :

- Rendre le chantier inaccessible au public.
- Délimiter et signaler les zones à risque.

- En fonction de la technique employée, prévoir éventuellement un isolement de la zone, un sas d'accès, la mise en place d'extracteurs d'air à filtration Très Haute Efficacité.
- Aménager un local inaccessible au public pour y stocker les déchets.
- Mettre à disposition des opérateurs sur le chantier :
 - un point d'eau équipé de savon et de brosses à ongles,
 - une douche chauffée avec un espace de déshabillage,
 - un local avec des armoires vestiaires à deux compartiments séparés (vêtements de travail, vêtements de ville),
 - un local à usage de réfectoire.

Information / formation :

- Informer de la nature des travaux le Médecin du Travail et le CHSCT (ou à défaut les délégués du personnel)
- Choisir les techniques d'intervention les moins polluantes possibles en y associant une technique personnel).
- Informer par écrit les salariés sur le risque plomb par la rédaction et la diffusion d'une notice de poste.
- Former les salariés (technique employée, équipements de protection, nettoyage du chantier, évacuation des déchets, entrées et sorties de la zone de travail, règles d'hygiène à respecter).

Pendant les travaux

- Maintenir les moyens mis en place pour rendre le chantier inaccessible.
- Appliquer à toute personne présente sur le chantier (en particulier pour les visites de chantier) les dispositions prévues pour les intervenants.
- Commencer par les travaux les plus polluants.
- Assurer un nettoyage régulier de la zone de travail. Proscrire le balayage (utiliser des aspirateurs équipés de filtres Très Haute Efficacité).
- Ramasser régulièrement les déchets (au moins une fois par jour).
- Stocker les déchets dans un local inaccessible au public.
- Ne jamais faire brûler du bois recouvert de plomb.

Après les travaux

- Réaliser un nettoyage complet des zones de travail avec un aspirateur à filtre Très Haute Efficacité.
- Fournir au Maître d'Ouvrage un plan indiquant les éléments de construction présentant un revêtement contenant du plomb qui a été recouvert.

Un plan de retrait des matériaux contenant des métaux lourds devra être réalisé par l'entreprise et validé par la MOA ou son représentant avant tout commencement des travaux sur les palplanches et le retrait du garde-corps.

- **Moyen à mettre en œuvre et propreté du chantier**

Le Titulaire prendra toutes dispositions pour éviter de causer des dégradations aux voies et ouvrages publics et privés au cours de l'exécution des travaux, ainsi qu'aux chemins qu'il pourra éventuellement emprunter.

Notamment, le Titulaire réalise les travaux en tenant compte de la nécessité d'éviter toute action susceptible d'endommager ou polluer :

- L'ouvrage et ses abords directs (l'autoroute notamment) ;
- La drève de Bassy et la drève d'Amour ;
- Toute infrastructure avoisinante ;
- Tout réseau de concessionnaire.

Dans le cas où des dégradations seraient commises par le Titulaire ou par ses sous-traitants ou ses fournisseurs, elles devront être réparées par les soins et aux frais du Titulaire dans un délai fixé par le Maître d'œuvre.

Dans le cas où le Titulaire n'effectuerait pas ces réparations dans le délai fixé, le Maître d'œuvre pourra les faire réaliser immédiatement aux frais du Titulaire sans qu'il n'ait besoin d'aucune mise en demeure.

Le Titulaire restera responsable vis-à-vis du Maître d'ouvrage et des tiers des conséquences des dégradations qu'il aura causées aux voies publiques.

Le Titulaire devra prendre toutes les dispositions utiles pour maintenir le chantier en bon état de propreté.

Pendant toute la durée des travaux, les voies du domaine public et privé, empruntées par les véhicules du Titulaire devront toujours être maintenus dans leur état de propreté initial. En particulier, lorsqu'elle est ouverte à la circulation ou s'apprête à l'être après une coupure, la chaussée doit être propre et exempte de tout matériaux dangereux (boue, huile, graviers, débris, ...) et n'avoir subi aucune détérioration. En cas d'endommagement de la chaussée, les réparations sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire veillera en permanence à maîtriser les poussières émises par les travaux et leur envol.

En cas de non-respect de cette obligation, le Titulaire sera seul responsable des conséquences.

La propreté d'ensemble est également exigible par le Maître d'œuvre sous 24 heures. À défaut ce dernier peut prendre toute disposition pour faire réaliser le nettoyage aux frais du Titulaire sans autres formes d'avertissements.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents (protection civile, DDT, DREAL, ARS...).

2.4 GESTION DES DÉCHETS – DOCUMENT SPÉCIFIQUE SOSED (SCHEMA D'ORGANISATION ET DE SUIVI DE L'ORGANISATION DES DÉCHETS)

Le titulaire fournit dans son Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnemental (SOPRE) un Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Élimination des Déchets (SOSED) qui traite de la gestion des déchets sur le chantier en cohérence avec les textes en vigueur (Code de l'Environnement et plus particulièrement du Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre IV : Déchets – Articles L541-1 et suivants et Articles D541-1 et suivants et R541-7 et suivants).

Le titulaire doit mettre en œuvre un SOSED selon les modalités définies au CCTP/aux CCTP et CCTC et à la réglementation.

Sont concernés par cette démarche, tous les matériaux et produits sortant des emprises du chantier et notamment :

- les produits issus du balayage et nettoyage ;
- les espèces exotiques envahissantes ;
- les produits issus la suppression des palplanches ;
- les produits contenant des métaux lourds ou non issus du décapage et de la mise en peinture des palplanches existantes et de la dépose du garde-corps existant ;
- les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier ;
- les matériaux résultant de l'activité du chantier.

Dans ce document, le titulaire expose et s'engage notamment sur :

- les méthodes et les moyens utilisés sur le chantier pour trier les différents déchets à évacuer et pour ne pas les mélanger, ainsi que ceux concernant l'interdiction de brûlage.
- la localisation, la description et la gestion des dépôts, des centres de stockage et/ou des centres de regroupement et/ou des unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets en fonction de leur nature en accord avec le gestionnaire devant les recevoir. La filière de traitement retenue est soumise au préalable à l'accord du maître d'œuvre.
- les dispositions prises dans la gestion des déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation sur le chantier.
- les dispositions prises dans la gestion des produits contenant des métaux lourds.
- les modalités mises en œuvre pour l'information du maître d'œuvre, en phase travaux, relative à la nature des déchets, les quantités et les lieux d'évacuation envisagés.
- les modalités mises en œuvre pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets. À cet effet, un modèle de bordereau de suivi est proposé à l'entreprise en titre 5 de la présente NRE.

- les moyens de transports, sans mélange et en toute sécurité des différents déchets, ainsi que l'optimisation des trajets envisagés.
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.
- le maintien de l'ensemble du chantier et de ses abords en état de propreté permanent par la présence de dispositifs de collecte en différents endroits du chantier, et par la sensibilisation du personnel, des sous-traitants, fournisseurs et locataires à la propreté du chantier ainsi que la lutte contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages.
- la sollicitation de prestataires agréés concernant l'évacuation des déchets dangereux.

Cas particuliers des déchets amiantés et des déchets dangereux et/ou contenant des POP :

L'utilisation de la plateforme **Track'Déchet** est obligatoire : <https://trackdechets.beta.gouv.fr/>

Les arrêtés ministériels du 21 décembre 2021 relatifs à la traçabilité des déchets dangereux, des déchets d'amiante, fixent les dispositions réglementaires pour l'usage de la plateforme, rendent obligatoire la traçabilité dématérialisée pour les déchets concernés (dangereux et amiante) depuis le 1^{er} janvier 2022.

Avant tout commencement de travaux, le titulaire fournit au MOA et au MOE la copie des Certificats d'Acceptation Préalable (CAP) de déchets afférents à chacun des types de déchets amiantés objets des présents travaux.

Le titulaire établit les BSDA nécessaires selon la nature des déchets et le nombre prévisible de transports dès le début des travaux et les soumet à la **signature du MO**.

Le titulaire est responsable de l'ensemble de ses déchets et garantit leur tri.

Le titulaire est responsable des protections, de la bonne fermeture du local affecté au stockage provisoire des déchets amiantés et de la signalisation adaptée. Le titulaire doit vérifier visuellement l'état général des big-bags avant chargement. Il doit vérifier, en outre, la propreté du camion, les autorisations du transporteur et la signalétique du camion.

Le titulaire pèse ses déchets avant leur transfert vers le centre de traitement (moyens de chargement ou transport équipés en conséquence).

Le titulaire fournit et renseigne BSDA et leur attribue un numéro chronologique et assure leur gestion jusqu'au traitement final du déchet.

Les DD et/ou contenant de l'amiante sont évacués vers des ISDD pour tous MPCA, hormis les MPCA d'amiante lié (amiante-ciment uniquement) en état intègre qui peuvent être stockés en ISDND¹. Le titulaire prend en compte la réglementation relative aux ISDND² qui fait mention de possibilité de stockage d'amiante sous certaines conditions et devra être en mesure de présenter les arrêtés préfectoraux des ISD conformes aux déchets prévus d'y être stockés.

1 Conformément à l'ED 6028 édité par l'INRS en mars 2013

2 Arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

Chaque big-bag, répondant aux conditions de transport de l'amiante, est souple avec revêtement intérieur ou doublure et porte un étiquetage normalisé mentionnant les risques présentés par l'amiante :

- Indication du chantier d'origine, identité du propriétaire ;
 - Nom de l'entreprise de désamiantage et celui du transporteur ;
 - La destination ;
 - Le numéro du BSDA correspondant ;
 - Le poids des déchets.

Le titulaire précise le tonnage total des big-bags d'un transport dans la rubrique « Quantité estimée » du BSDA. Tout conditionnement est préalablement identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionne le numéro SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement. Les numéros des scellés sont indiqués sur les BSDA. Avant signature du BSDA, le titulaire contrôle que le transporteur de déchets respecte l'intégralité de ses obligations au regard du chargement et transport de MPCA (formation, équipement, plaques du véhicule).

Lorsque les déchets sont transférés à l'ISDD ou ISDND, le titulaire transmet le dernier volet du BSDA au MO. En cas de refus d'un big-bag ou d'un conteneur, le titulaire informe le MO et le MOE par courrier recommandé en indiquant l'objet du refus et les actions pour y remédier.

Toutes les prestations engendrées pour assurer la gestion des déchets du chantier sont à la charge du titulaire et notamment tous les frais de chargement, de transport, de déchargement, régalage, y compris les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des produits ainsi que le suivi administratif « bordereaux de suivi ».

Pour rappel :

En référence à l'article L541-1-1 du Code de l'Environnement, « Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »

On distingue alors plusieurs catégories de déchets :

- **Les déchets dangereux** : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement relatif aux propriétés qui rendent les déchets dangereux (explosif, comburant, inflammable, irritant, infectieux, mutagène, écotoxique, ...). Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement – liste des déchets.

Ils peuvent générer des nuisances pour l'homme et l'environnement et présenter une ou plusieurs propriétés de danger ce qui implique certaines précautions particulières. Ils

font l'objet d'un contrôle administratif renforcé (production, stockage, transport, traitement).

- **Les déchets non dangereux** : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.
- **Les déchets inertes** : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.
- **Les déchets ménagers** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.
- **Les déchets d'activités économiques** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage.
- **Les bio-déchets** : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut l'utiliser tant qu'il renseigne et répond à toutes les exigences et/ou prescriptions énoncées dans ce sous-chapitre.

Quoi qu'il en soit, le titulaire détaille dans sa réponse les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre (par exemple l'implantation de bennes de tri en différents lieux précisés du chantier ou la formation des intervenants au tri à respecter sur le chantier).

Le SOSED doit par ailleurs identifier conformément à la Nomenclature des déchets (voir Code de l'Environnement) l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par les travaux, installations et activités, et indiquer les quantités attendues de déchets.

Il est attendu de l'entreprise la plus grande rigueur à la fois dans la rédaction de son SOSED, mais également dans son suivi au cours du chantier. En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le maître d'œuvre peut demander au titulaire ou à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage au frais du titulaire.

2.4.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

Pour la gestion des déchets, l'entreprise devra prendre en compte les descriptions de l'environnement décrites au titres 2.1.1, 2.2.1 et 2.3.1.

Il est rappelé les points suivants :

- conformément à la réglementation en vigueur, le brûlage sur site est interdit ;

- des zones boisées se situent au niveau des travaux. Lors du dessouchage, leur enlèvement se fera dans les règles de l'art ainsi que leur traitement ;
- des zones où prolifèrent des espèces exotiques envahissantes (Cf. **Liste des espèces exotiques envahissantes recensées autour de la drève de Bassy page 16**), se situent au voisinage de la zone des travaux. L'enlèvement ainsi que leur traitement se feront dans les règles de l'art ;
- le projet se situe à proximité des milieux naturels. De ce fait, la gestion des déchets sur le chantier et la propreté du chantier doit être irréprochable ;
- les déblais excédentaires et/ou impropre à la réutilisation sur le présent chantier sont évacués hors des emprises du chantier aux frais du titulaire et après accord du maître d'œuvre.

2.4.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le descriptif des prestations susceptibles de produire des déchets sur la base du détail estimatif est à compléter par le titulaire. Il se trouve dans la fiche n° 1-3-c « Gestion des déchets de chantier – Détail Quantitatif SOSED » jointe à la présente NRE.

Il récapitule ainsi la nature et les quantités des matériaux présents en phase travaux, qu'ils soient destinés à être évacués ou réutilisés sur place.

Les déchets générés par l'entreprise doivent être triés et, dans la mesure du possible, valorisés.

Conformément à la réglementation en vigueur, les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, quelle que soit la catégorie de déchet, sont évacués hors des emprises du chantier, à la charge du titulaire et prenant en compte tous les frais annexes (chargement, transport, déchargement, droits et taxes).

À travers la fiche 1-3-d jointe au chapitre 5, le titulaire distingue le devenir hors chantier de ces déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitement :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes),
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux),
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation,
- et/ou vers une mise en dépôt définitive hors chantier.

Les filières de traitement sont proposées clairement dans le SOSED et soumises au préalable à l'accord du maître d'œuvre.

L'évacuation des déblais, proposée par l'entreprise dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités demandées au présent article 2.4 et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Le titulaire indique dans son SOSED le lieu d'évacuation proposé et veille à le mettre à jour dans son PRE lors de l'évacuation des déchets.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille et s'engage pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

3. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

3.1 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade de la consultation, sur la base de la solution retenue au stade du projet, le maître d'ouvrage identifie :

- les particularités liées à l'insertion du chantier dans le site et son aspect ;
- les particularités liées aux émissions sonores ;
- le devenir souhaité des effluents du chantier ;
- les méthodes pour éviter la pollution de l'air.

3.2 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le **maître d'œuvre** vise, après notification du marché, le **Plan du Respect de l'Environnement** (PRE), établi à partir du **Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement** (SOPRE) figurant dans l'offre de l'entreprise qui le détaille et le précise.

Il identifie les familles de matériaux susceptibles d'être rencontrés sur le chantier.

Il s'assure du suivi de l'application rigoureuse du PRE.

Il peut à tout moment faire procéder (et ou procéder) à un contrôle des moyens mis en œuvre afin de vérifier le respect de la réglementation et des prescriptions environnementales indiquées dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE).

Il collecte les documents d'enregistrements et de suivi prévus dans le PRE et synthétisés dans les fiches (n° 1 et 2) de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux (Journal de Chantier Environnement par exemple).

Il établit les fiches de non-conformité (fiche n° 3).

3.3 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire rédige et joint à son offre un document appelé **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement** dans lequel il expose et s'engage sur les dispositions préparatoires, au travers des documents ci-dessous, pour répondre aux exigences de la Notice de Respect de l'Environnement :

Par sa démarche volontaire, il répond aux exigences en matières d'environnement concernant :

- les eaux superficielles et souterraines ;
- les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
- les milieux humain et santé publique ;
- la gestion des déchets.

Il est demandé au titulaire le document spécifique **SOSED** (schéma d'organisation du suivi de l'élimination des déchets de chantier) traitant de la gestion des déchets et répondant à la réglementation en vigueur ;

Il détaille ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2).

Il est rappelé ici que le SOPRE fait partie de l'offre de l'entreprise et est une des pièces sur lesquelles les offres sont jugées.

Après notification du marché, le titulaire met au point pendant la période de préparation du marché et soumet au visa du maître d'œuvre :

- le **Plan du Respect de l'Environnement** (PRE) ;
- Les **2 fiches de l'Outil de suivi du PRE** pendant la phase travaux (journal de chantier environnement par exemple) telles que figurant en titre 5 du présent document.

Le PRE détaille et précise définitivement les engagements de l'entreprise en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans son SOPRE lors de l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.

Les fiches de suivi seront également adaptées lors de la phase préparatoire. Elles permettront un suivi de l'environnement par le correspondant environnement de l'entreprise et par le maître d'œuvre.

Lors de l'élaboration du projet de décompte final, l'entreprise remet au Maître œuvre les documents d'enregistrement et de suivi assurant le respect du Plan du Respect de l'Environnement (Fiches de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, volet environnement du dossier de Récolement).

3.4 POINTS D'ARRÊTS ENVIRONNEMENTAUX

Le présent paragraphe rappelle les points d'arrêts environnementaux décrit au CCTP.

Tableau à adapter en fonction des travaux et enjeux sur le chantier. Ce paragraphe doit être réalisé en collaboration avec l'ensemblier du DCE.

Phase marché	Points d'arrêt
Phase préparatoire	<ul style="list-style-type: none"> – Acceptation du PRE (incluant le SOSED) – Projet des installations de chantier et de la zone de vie – Projet des zones de dépôt provisoires et définitives – Projet d'assainissement provisoire
Phase chantier	<ul style="list-style-type: none"> – Réception des installations de chantier et de la zone de vie pour les personnels de l'entreprise et le maître d'œuvre – Réception des zones de dépôts provisoires – Réception des aires de stationnement des engins de chantier – Réception des plate-formes des aires de dépôt et de stockage – Réception des dispositifs de décantation – Réception du contrôle externe des dispositifs de confinements

	avant chaque phase travaux, de nettoyage et réparation.
--	---

4. DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE EN PHASE TRAVAUX

4.1 MODE OPÉRATOIRE

ÉTAPES	ACTEURS	RÔLES
REMISE DE L'OFFRE	ENTREPRISE	<p><u>Rédaction du SOPRE : Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement joint à l'offre :</u></p> <p>Dans ce document, le titulaire expose et s'engage sur les dispositions préparatoires au travers du volet ci-dessous, qui est personnalisé pour l'offre en question et tient compte des prescriptions environnementales particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ; <p>De plus, le titulaire propose une démarche volontaire adaptée à la situation environnementale exposée précédemment et concernant les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Eaux superficielles et souterraines ; • Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; • Milieux humain et santé publique ; • Gestion des déchets. <p>Il détaille particulièrement les dispositifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Clôtures provisoires petite faune et batraciens ; ➤ Mise en place et entretien pendant le chantier des balisages et clôtures provisoires et accessoires pour la protection des habitats, de la faune et de la flore ; ➤ Protection du cours d'eau temporaire pendant les travaux ; ➤ Gestion des déchets de chantier. <p>La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.</p>
PÉRIODE DE PRÉPARATION	ENTREPRISE MOE	<p><u>Mise au point du PRE : Plan du Respect de l'Environnement et visa du MOE :</u></p> <p>Ce document détaille et précise définitivement les engagements du titulaire en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.</p> <p><u>Ce document détaille et précise le SOPRE.</u></p>

RÉALISATION DES TRAVAUX	TITULAIRE MOE	<p>Création de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux comportant les 4 fiches figurant au titre 5 de la NRE.</p> <p>Suivi de l'application rigoureuse du PRE.</p> <p>Mise à jour des dispositions spécifiques éventuelle dans le cas de situations rencontrées non identifiées dans le dossier d'appel d'offre.</p> <p>Contrôles périodiques par le MOE sur la base de la « fiche de suivi environnemental sur le chantier » pendant le chantier et établissement si nécessaire de fiches de non conformité.</p>
PROJET DE DÉCOMPTE FINAL	TITULAIRE	<p><u>Remise au MOE du dossier de Récolement Environnement prévu dans le PRE</u></p>

4.2 ÉLABORATION ET CONTENU DU SOPRE

Le titulaire remet dans son offre un **Schéma Organisationnel du Plan du respect de l'Environnement (SOPRE)** qui doit préciser l'organisation de la prise en compte et du respect de l'environnement envisagée par le titulaire.

Ce document est un document préparatoire au PRE qui permet au maître d'ouvrage d'établir une évaluation des propositions du titulaire en matière d'environnement et de donner une notation sur la valeur environnementale, faisant partie des critères de sélection de l'offre.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, **un seul SOPRE commun** doit être remis.

Ce SOPRE comporte au moins les éléments suivants :

- la politique environnementale de l'entreprise ;
- l'organisation, les moyens humains, l'organigramme du chantier, le correspondant environnement avec son niveau hiérarchique son profil, les moyens matériels à sa disposition, la part du temps de travail prévue pour répondre aux exigences et spécifications environnementales contractuelles ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser que met en place le titulaire dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'une démarche volontaire de celui-ci pour assurer le respect de l'environnement en phase travaux (Eaux superficielles et souterraines ; Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; Milieux humain et santé publique.) ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser que mettra en place l'entreprise dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'exigences et spécifications du présent document :
 - le SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
- Un outil de suivi environnemental du chantier.

Dans le cadre de l'organisation demandée par le maître d'ouvrage au titre du marché, le titulaire désigne un représentant compétent pour la gestion environnementale en phase

travaux. Ce représentant, désigné par la suite « correspondant environnement », est proposé au visa du maître d'œuvre.

Le titulaire précise si le correspondant environnement aura cette unique fonction sur cette opération.

Le titulaire développe au PRE le rôle et les missions du correspondant environnement.

En particulier ces missions incluent :

- le respect des exigences et spécifications environnementales ;
- l'application du PRE à l'élaboration duquel il aura contribué ;
- la prévention des risques ;
- la sensibilisation et l'information internes et aux entreprises sous-traitantes ;
- la surveillance du chantier pour assurer la conformité des travaux aux stipulations de la présente NRE annexe du CCTP ;
- la tenue de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux.

Les missions de ce correspondant environnement et les moyens qui lui sont nécessaires sont rémunérés par répartition sur l'ensemble des prix unitaires du bordereau des prix.

Le modèle suivant de Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE) est proposé au titulaire. Les renseignements énumérés ci-dessous sont présentés dans un document unique, dont la structure est laissée à l'initiative de l'entreprise.

Le SOPRE doit répondre au minimum aux prescriptions du titre 2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences de la présente NRE. Il doit également détailler les parties qui sont analysées lors du jugement des offres.

Au travers du SOPRE, le titulaire doit mettre en évidence sa démarche volontaire pour le respect de l'environnement lors de la réalisation des travaux. Il synthétise au travers des fiches 1.1 à fiche 1.5 et la fiche 2, les dispositifs qu'il compte mettre en œuvre.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement

1. Présentation et organisation de l'entreprise

- Organigramme détaillé de l'organisation du titulaire pour la réalisation de l'opération

Le titulaire décrit l'éventuel phasage de l'opération qu'il envisage de mettre en place, ainsi que l'attribution des missions de chaque membre du groupement le cas échéant. L'organigramme doit apporter toutes les précisions nécessaires en terme de management environnemental.

- Correspondant « environnement »

Dans cette rubrique, le titulaire précise pour le correspondant environnement de l'opération le niveau de compétences pour effectuer cette mission (CV) et le temps affecté (temps plein ou partiel) à l'opération, ainsi que la nature des missions confiées.

- Outils de suivi de l'action environnementale

Le titulaire précise la nature et les caractéristiques des documents qu'il compte mettre en place pour assurer la traçabilité de l'action environnementale de l'opération : outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, rapport, mensuel environnemental, document de récolement environnemental en fin d'opération, etc.

- Moyens d'information environnementale

Cette rubrique précise les mesures d'information relatives aux engagements et/ou mesures environnementales prévues par le titulaire dans le cadre de l'opération. Ces mesures peuvent se décliner de manière différente en fonction du public concerné :

- Information des prestataires extérieurs du titulaire : fournisseurs, transporteurs, sous-traitants, locatiers, etc. pour que ces prestataires appliquent les consignes et engagements du titulaire dans tous les domaines, notamment en matière de déchets, de propreté sur le chantier et à ses abords ;
- Information du maître d'ouvrage et / ou du maître d'œuvre.

2. Analyse du contexte et des contraintes environnementales du marché

À partir des éléments contenus dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE), le titulaire doit identifier et analyser les aspects environnementaux de ses activités propres dans le cadre de l'opération.

Le SOPRE précise les moyens prévus par l'entreprise pour répondre aux enjeux environnementaux :

- au travers d'une démarche volontaire de l'entreprise pour les enjeux :
 - Eaux superficielles et souterraines ;
 - Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ;
 - Milieux humain et santé publique ;
 - Gestion des déchets.
- Elle précisera également sa démarche relative aux exigences en matières d'environnements Milieux humain et santé publique volet DECHETS au travers du volet spécifique SOSED.

La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (suite)

3. Engagement de l'entreprise

DÉCLARATION DE LA DIRECTION :

Je soussigné :

agissant en qualité de :

déclare m'engager, si je deviens titulaire du marché :

- à mettre en œuvre la réalisation d'un PRE- Plan du Respect de l'Environnement, et une organisation de la gestion et du traitement des déchets, établis à partir des renseignements donnés dans le présent schéma organisationnel de la prise en compte de l'environnement et dans la NRE du présent DCE et qui couvriront l'ensemble des exigences décrites dans les pièces écrites du dossier de consultation dont j'ai pris connaissance.

le Plan du Respect de l'Environnement, et l'organisation de la gestion et du traitement des déchets ainsi mis en œuvre s'appliqueront à l'ensemble des prestations du marché, y compris celles réalisées par les co-traitants, sous-traitants, fournisseurs ou locataires.

« lu et approuvé »

4.3 ÉLABORATION DU PRE

4.3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Plan du Respect de l'Environnement (PRE) est un document établi par le titulaire pendant la période de préparation du chantier qui détaille et précise le **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE)**. Le PRE sera soumis au visa du maître d'œuvre.

C'est un document personnalisé au travers duquel, le titulaire détaille et précise clairement, les dispositions qu'il va appliquer pour répondre aux prescriptions environnementales spécifiques.

Le titulaire du marché doit :

- Prendre en compte les informations complémentaires obtenues lors de la réunion préparatoire afin de confirmer, ou éventuellement amender le SOPRE ;
- Lever les hypothèses émises dans le SOPRE et les détailler par des choix précis, pour le volet SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
- Détailler les exigences en matière d'environnement concernant :
 - les eaux superficielles et souterraines ;
 - les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
 - les milieux humain et santé publique ;
 - la gestion des déchets.

Le SOSED sera **intégré** au PRE.

Le PRE peut évoluer pendant toute la durée des travaux.

4.3.2 OUTILS DE SUIVI DU PRE PENDANT LA PHASE TRAVAUX

Le suivi du Plan du Respect de l'Environnement pendant la phase travaux doit être réalisé par le titulaire.

Il peut être présenté sous la forme d'un journal de chantier, d'un classeur ou de tout autre proposition faite par le titulaire.

Il permet la collecte et le suivi des documents concernant l'environnement en phase travaux.

Il est composé des éléments suivants :

- Partie 1 : documents à fournir au démarrage du chantier ;
- Partie 2 : documents à fournir en cours du chantier ;
- Partie 3 : documents à fournir en fin de chantier.

Partie 1 : Démarrage du chantier

Au démarrage du chantier, c'est-à-dire après la notification du marché et avant tout démarrage des travaux, le titulaire doit soumettre les fiches suivantes dûment remplies et obtenir le visa du maître d'œuvre :

- Fiche 1 : Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier ;
- Fiche 2 : Gestion et traitement des déchets de chantier ;
- Fiche 3 : Fiche de non-conformité.

Partie 2 : Chantier en cours

En cours du chantier, l'outil de suivi du PRE est complété :

- des 2 fiches remplies par l'entreprise qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;
- « fiche MOE de suivi environnemental sur le chantier – application du PRE » remplie par la maîtrise d'œuvre qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;
- des rapports de contrôle réguliers par le maître d'œuvre en fonction des spécifications environnementales du chantier. (comptes-rendus de chantier volet environnement, fiche de suivi proposée par le titulaire, ...).

La fréquence de contrôle est fonction des enjeux environnementaux sur le chantier, et les non conformités peuvent faire l'objet, de la part du maître d'œuvre, de points d'arrêts.

Partie 3 : achèvement du chantier

À la fin du chantier, et dans le respect des délais contractuels fixés au marché, le titulaire doit remettre le dossier de récolement environnement dans lequel doivent figurer au moins les éléments suivants :

- la dernière version du Plan du Respect de l'Environnement du marché ;
- les processus spécifiques ayant trait à l'environnement et ayant fait l'objet d'un visa particulier (procédure d'assainissement provisoire ...) ;

- le schéma de planification de gestion des déchets de chantier et l'ensemble des pièces justifiant son application (bons de prise en charge et bordereau de suivi et notamment, en séparant les déchets produits de ceux issus du dégagement des emprises) ;
- l'ensemble des fiches de suivi environnemental ;
- une copie des éventuels dossiers de traitement des sinistres.

5. FICHES DE SUIVI DE LA DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE

Tableau synthétique des fiches

Fiches	Intitulé et objet	à renseigner	Phase appel offres	Phase préparation	Phase travaux	Dossier final avec annexes
Fiche 1	Plan de Respect de l'Environnement : 1.1- Insertion du chantier dans le site 1.2- Émissions sonores 1.3- Gestion des déchets de chantier 1.4- Rejets des effluents de chantier 1.5- Pollution atmosphérique	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiches 2	Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiche 3	Fiche de non-conformité	MOE/ENT	X ⁽¹⁾		X ⁽³⁾	x
Fiche 4	MOE - Suivi environnemental sur le chantier – Application du PRE	MOE	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x

X ⁽¹⁾ : Phase DCE proposition de rédaction sur la base du SOPRE.

X ⁽²⁾ : Rédaction sur la base du PRE pendant la période de préparation de chantier.

X ⁽³⁾ : en cas d'évolution des prescriptions en cours de travaux modification ou complément possible des fiches après définition en utilisant la fiche 4

Les fiches synthétiques rédigées par le titulaire sur la base de son PRE permettent d'une part, au correspondant environnement du titulaire de suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et d'autre part, à la maîtrise d'œuvre de vérifier l'application du PRE de l'entreprise.

Fiches N° 1 : Plan de Respect de l'EnvironnementFICHE N° 1-1: Insertion du chantier dans le site

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :		Synthèse des mesures mises en place par l'entreprise pour l'insertion du chantier dans le site.
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Occupation temporaire	Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique.
	Propreté générale du chantier	Information aux différents intervenants par Consignes aux personnels de l'entreprise par
Déboisement Dégagement des emprises	Nuisances vis-à-vis du milieu naturel (faune et flore)	Délimitation des emprises par des clôtures provisoires. Respect stricte des emprises Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique. Marquage des arbres
Aires de stockage	Occupation temporaire	.....
	Destruction de zones sensibles..........	...............
Piste de chantier	Destruction de zones sensibles	Limitation des pistes dans les zones boisées Signalisation Plan de circulation chantier
Phase travaux	Dégradation des voiries existantes Perturbation du trafic local..........	....................
.....

A....., le Le titulaire	A....., le Le maître d'œuvre
--	---

Rédaction de la fiche n° 1-1 : Insertion du chantier dans le site

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'Urbanisme ;
- Code de l'Environnement ;
- Code du Patrimoine ;
- Plan de prévention des risques ;
- Réglementation nationale et européenne ;
- Règlements de voirie communale et départementale.

La fiche n°1-1 « Respect de l'insertion du chantier dans le site » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Avant tout commencement d'exécution des travaux, les installations de chantier doivent être réceptionnées par le maître d'œuvre qui a vérifié leur conformité à la réglementation en vigueur et au plan d'installation qu'il a visé au préalable. La réception de l'emprise est formalisée à l'aide de la fiche 1-1.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

Le titulaire doit assurer une bonne tenue des installations de chantier (palissades, baraques de chantier, matériels, ...) et particulièrement supprimer régulièrement l'affichage sauvage.

Les chantiers sont isolés d'une manière effective des espaces réservés à la circulation.

Avec l'autorisation du maître d'œuvre, le titulaire peut constituer à proximité du chantier un dépôt de matériels ou de matériaux. L'accès en est interdit au public par un dispositif agréé par le maître d'œuvre. Les emprises de ces installations sont limitées au strict nécessaire et elles doivent être entretenues en parfait état de propreté.

Le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions pour éviter que les chaussées et trottoirs soient souillés par l'exécution des travaux. Aucun dépôt de déblais, de détritiques ou de matériel n'est toléré en dehors des emprises autorisées. Toute infraction à cette prescription donne lieu à l'application par constatation forfaitaire du non-respect du PRE.

Le titulaire doit établir les signaux nécessaires à la sécurité de la circulation générale dans les conditions réglementaires à la signalisation et suivant les dispositions particulières qui lui sont, s'il y a lieu, fixées par le maître d'œuvre. Le titulaire doit signaler son chantier conformément aux textes réglementaires en vigueur sur la signalisation.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir la sécurité publique pendant l'exécution des travaux et se conformer aux règlements de police et aux consignes

spéciales concernant la voirie locale, le réseau routier national et ses bretelles de raccordements ainsi qu'aux prescriptions qui lui sont imposées par le maître d'œuvre à cet effet.

Tout manquement aux prescriptions ci-dessus concernant l'organisation et la signalisation des chantiers peut donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire par infraction. Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, le maître d'ouvrage peut se substituer, après mise en demeure restée sans suite dans les délais fixés par l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, au titulaire, en procédant d'office aux interventions utiles aux frais du titulaire.

Les interventions d'urgence ne dérogent pas à la règle. Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des textes réglementaires et législatifs relatifs à la circulation, à la sécurité et à la salubrité sur la voie publique, existant à la date du chantier.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant l'insertion du chantier dans le site, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 1-2 : Émissions sonores

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche, à compléter par le titulaire, doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.3.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :		Respect des obligations en terme d'émissions sonores
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Horaires de travail Respect des normes anti-bruit Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Aires de stockage	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles
Piste de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Plan de circulation chantier Limitation de la vitesse à .....km/h sur les pistes de chantier Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Phase travaux	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités ) .....	..... ..... ..... .....
.....

Engins utilisés sur le chantier			
Type d'engin	Certificat de conformité ou homologation	Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien

Documents annexes	Copies des homologations des engins utilisés
--------------------------	--

Rédaction de la fiche n° 1-2 : Émissions sonores

1. Principaux textes à respecter :

- Code de la santé publique ;
- Code de l'environnement ;
- Arrêtés préfectoraux et municipaux ;
- Arrêté du 11 avril 1972 modifié ;
- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 modifiée relative à la lutte contre le bruit codifiée aux articles L.571-1 à 26 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 12 mai 1997 pris en application du précédent décret et relatif aux dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, aux moto-compresseurs, groupes électrogènes de puissance, groupes électrogènes de soudage, grues à tour, marteaux piqueurs et brise-béton, pelles hydrauliques, pelles à câbles, boteurs, chargeuses et chargeuses pelleteuses ;
- Arrêté du 18 mars 2002 transposant la directive Européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage (nouvel article R1334-36 du Code de la Santé Publique.

La fiche n° 1-2 « Émissions sonores » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Protection des riverains :

Les chantiers sont organisés et équipés de manière à réduire le plus possible les bruits susceptibles de troubler la tranquillité des riverains.

Les travaux exécutés en dehors du créneau 7h-20h, font le cas échéant, l'objet de prescriptions supplémentaires et le respect des textes ci-dessus est d'une rigueur toute particulière.

Matériel de chantier :

Le titulaire s'assure de l'homologation de ses engins et véhicules de chantier par rapport aux bruits émis. Dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il vérifie que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée.

Ces éléments sont communiqués au maître d'œuvre à sa demande.

Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant les émissions sonores, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il **vérifie** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHES N°1-3: Gestion des déchets de chantier**Fiche N°1-3-a : Gestion des déchets de chantier (Déchets non-dangereux)****BORDEREAU DE SUIVI DES DÉCHETS DE CHANTIER DES TRAVAUX PUBLICS**

<u>Déchets non-dangereux</u> REPLIR UN BORDEREAU PAR TRANSPORT	N° Document :
---	-------------------------------

⇒ 1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le producteur du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Maître d'ouvrage : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Visa et Cachet de l'entreprise
Chantier : Désignation du Déchet :	Unité : Quantité : 	Date :

⇒ 2 - COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le COLLECTEUR - TRANSPORTEUR)

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date, cachet ou visa
.....	
.....	Distance parcourue	
.....	.....Km	

⇒ **3 - DESTINATAIRE (à remplir par le destinataire - éliminateur)**

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date, cachet et visa
.....		
	Unité	Quantité reçue	
Désignation du Déchet			
.....			

Destination prévue du déchet	<input type="checkbox"/> Plate-Forme de regroupement/Centre de tri <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe II <input type="checkbox"/> Chaufferie bois <input type="checkbox"/> Autre :
	Refus de la benne(s)/camion(s)	Motif : ..... .....	Nouvelle destination : ..... .....

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le transporteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

Fiche N°1-3-b : Gestion des déchets de chantier (Déchets inertes)**BORDEREAU DE SUIVI DE DÉCHETS INERTES DE CHANTIER DE TRAVAUX PUBLICS**

<u>DÉCHETS INERTES</u>	N° Document :
remplir UN bordereau pour la quantité totale du chantier	.....

⇒ 1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le PRODUCTEUR du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Désignation du Chantier
--	--

Maître d'ouvrage : Adresse :	Visa et Cachet de l'Entreprise
---	--

Désignation du déchet	Unité :	Quantité :
.....
.....		

⇒ 2 - DESTINATAIRE (à remplir par le DESTINATAIRE ou éliminateur)

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu d'accueil du déchet)	Date, visa et cachet du destinataire	
.....		
.....		
.....	Unité		Quantité reçue
.....			

Destination prévue du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de stockage (classe III) <input type="checkbox"/> Remblaiement de carrière	<input type="checkbox"/> Plate-forme de Recyclage <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Autre :
Refus du camion(s)	Motif :	Nouvelle destination :

--	-------	-------

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

FICHE N°1-3-c : Gestion des déchets de chantier - Détail Quantitatif (SOSED)

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2 de la NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Le titulaire distingue le devenir hors chantier des déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitements :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes) ;
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux) ;
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation.

et/ou vers une mise en dépôt définitive hors chantier.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

Définition (Matériau, poste, rubrique)	Type de déchet	Quantités produites	Traitement prévu par l'entreprise	Méthode proposée	Site potentiel définitif du matériau
Bois (souches, coupes,...) Déchets verts	Non dangereux				
Bétons	Non dangereux				
Déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères,...)	Non dangereux				
Déchets chantier (Livraison, emballages, papiers, cartons, polystyrène,...)	Non dangereux				
Palettes de livraison	Non dangereux				
Eaux usées	Non dangereux				
Déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation en remblais					
Terre végétale					

Protection d'étanchéité					
-------------------------	--	--	--	--	--

Rédaction des fiches n° 1-3 : Gestion des déchets de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'environnement et notamment les articles L541-1 à L542-14 ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Avis du 11 novembre 1997 relatif à la Nomenclature des déchets ;
- Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- décret n° 2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à l'élimination des piles et accumulateurs usagés et modifiant le code de l'environnement ;
- Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets ;
- décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments ;
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ;
- Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux ;
- décret n° 2021-1395 du 27 octobre 2021 relatif à la gestion des huiles usagées et à la responsabilité élargie des producteurs d'huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles
- arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante ;
- Décret n° 2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées ;

Les fiches (1-3-a) et (1-3-b) servent à la traçabilité du traitement des déchets non dangereux du chantier. Le titulaire peut proposer d'autres fiches dans la mesure où elles sont réglementaires et comportent les informations nécessaires au suivi du traitement des déchets.

Le titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre la fiche correspondante à chaque évacuation de déchet.

La fiche n°1-3-c « Gestion des déchets de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont

détaillées dans la rédaction du SOPRE (document SOSED). En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut utiliser son cadre du SOSED. Son cadre doit répondre et renseigner toutes les exigences / prescriptions concernant les déchets détaillées dans la NRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le détail quantitatif SOSED est réalisé sur la base du détail estimatif et décrit les prestations susceptibles de produire des déchets. Il n'est pas exhaustif et le titulaire se chargera de l'adapter aux déchets des travaux ou autres prévus sur le chantier.

3. Quantité :

Les quantités fournies par le maître d'œuvre sont issues du Détail Estimatif. Elles sont précisées et complétées par le titulaire. Il peut s'agir de métrés précis lorsque cela est possible ou de chutes.

Les autres cases sont remplies par le titulaire conformément aux engagements pris dans le SOPRE.

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FiCHE 1-4 : Rejets des effluents de chantier

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :		Respect des obligations en terme de rejets des effluents de chantier	
Activités	Nuisances / type de rejets	Caractéristique du rejet / Points de rejets	Mesures de Protection / Neutralisation
Installations de chantier	Rejets des eaux de ruissellement Rejets des eaux de Lavage Rejets des eaux usées Entretien des véhicules et matériels de chantier	MES / Hydrocarbures... Fossés provisoires / Bassins de décantation / Fosse.....	Kit anti-pollution (produits absorbants...) L'entretien des engins sera réalisé.....(hors chantier..., vidange par aspiration...)
Aires de stockage	Rejets des eaux de ruissellement Pollution accidentelle ..... .....	..... ..... .....	Mise en place de bac de rétention pour le stockage des produits polluants Kit anti-pollution (produits absorbants...) Protection des aires par Mise en place d'un assainissement provisoire.
Piste de chantier	Rejets des eaux de ruissellement .....	..... ..... .....	Mise en place d'un assainissement provisoire
Phase travaux	Nettoyage des toupies béton Pollution accidentelle Rejets des eaux de ruissellement Rejets de matières en suspension. .....	..... ..... .....	Mise en place d'un assainissement provisoire, bassins de décantation traitement des eaux de pompage Dispositif de filtration des eaux (filtre à paille...)
.....
Contrôles			

Moyens d'auto-contrôle de la qualité du rejet	
---	--

Rédaction de la fiche n° 1-4 : Rejets des effluents de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de la loi sur l'Eau ;
- le règlement local du service d'assainissement ;
- le code de l'environnement.

La fiche n°1-4 « Rejets des effluents de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Pour toutes les activités concernant les rejets des effluents de chantier, le titulaire complète les nuisances recensées par type de rejet ainsi que leurs caractéristiques. Il propose, pour chacune d'elles, les mesures de protection/neutralisation qu'il compte mettre en place sur cette opération.

3. Contrôles :

Le titulaire précise les contrôles qu'il compte mettre en œuvre afin de vérifier les rejets d'effluents de chantier. Par exemple, par un contrôle visuel (périodicité) sur les mesures mise en place et/ou par des analyses physico-chimiques (MES, DCO, HcTotaux,...).

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 1-5 : Pollution atmosphérique

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Respect des obligations en terme de pollution atmosphérique, des émissions de poussières et des émissions d'odeurs
----------------	---

Activités	Nuisances / Emplacement des sources de pollution potentielles	Mesures de Protection / Moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air
Installations de chantier	..........	..........
Aires de stockage	..........	..........
Piste de chantier	Circulation des engins	Arrosage des pistes Limitation de la vitesse des engins sur les pistes, arrosages, Arrêt des moteurs des engins en stationnement Homologations des engins.
Phase travaux	Matériels de chantier (compresseur.....) Traitement en place brûlage	Les opérations de démolition et les opérations de chargement et déchargement de matériaux seront évitées par grand vent ; La vitesse sera limitée à 30 km/h sur les pistes des zones sensibles à la poussière ; L'échappement et le taux de pollution des véhicules seront conformes aux normes Interdiction de brûler les déchets En phase d'épandage.....
.....

Engins utilisés sur le chantier			
Type d'engin	Certificat de conformité ou homologation	Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien
Documents annexes	Copies des homologations des engins utilisés		

Rédaction de la fiche n° 1-5 : Pollution atmosphérique

1. Principaux textes à respecter :

- loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie.
- code de la santé publique ;
- code de l'environnement.

La fiche n°1-5 « Pollution atmosphérique » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

L'entreprise complètera pour toutes les activités concernant la pollution atmosphérique, les nuisances et emplacements des sources de pollutions recensées. Elle proposera pour chacune d'elles, les mesures de protection et moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air qu'elle compte mettre en place sur cette opération.

3. Engins utilisés sur le chantier :

L'entreprise synthétisera dans le tableau les éléments demandés correspondants aux homologations des engins.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, elle demandera à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Elle **vérifiera** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifiera que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

Il est rappelé que tout brûlage sur le site est interdit (risque de dégagement de fumées nocives).

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 2 : Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier

Cette fiche est un cadre proposé au titulaire. Il est attendu qu'elle soit mise à jour dans le SOPRE et le PRE par le titulaire selon les enjeux du chantier.

Plan de contrôle de l'Entreprise Application du PRE sur le chantier		
Opération :		
Marché :	Titulaire :	
Phase travaux :		
Prestations sous traitées :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Nom du Prestataire :		
Date de visite du chantier :	Fiche n°	
Responsable environnement de l'entreprise :		
Fiche rédigée par :		
Autres personnes présentes lors de la visite :		
Titulaire :	Sous traitant :	Autres :
.....
.....
.....

Objectif n°1 – Respect des eaux superficielles et souterraines**Assainissement provisoire**

<i>Mesures mises en place :</i>	<i>État conforme</i>	<i>État non conforme</i>
• Assainissement provisoire de la base de vie eaux usées, écoulement des eaux,...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• fossés, cunettes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• bassins de décantation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• passages filtrants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• maintenance sur site,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

vidange des engins interdite / aire étanche pour les pleins / aire étanche pour les réparations

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Traitement d'une pollution accidentelle

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- | | | |
|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| • présence du kit antipollution | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Stockage de produits polluants

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| • produits identifiés | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • fiche de données de sécurité sur site | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • bacs de rétention / containers | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Confinements

Mesures mises en place :

État conforme

État non conforme

- | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| • Confinements plates-formes de travail | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • Confinements zones de récupérations | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°1 « Respect des eaux superficielles et souterraines » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°2 – Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie

Balissage / Clôtures

Mesures mises en place :**État conforme****État non conforme**

- | | | |
|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| • balisage des zones sensibles | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • clôtures de chantier | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • accès au chantier fermé | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées

Mesures mises en place :**État conforme****État non conforme**

- | | | |
|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| • positionnement des zones | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • imperméabilisation des zones | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

Respect du planning écologique

Mesures mises en place :

- respect du planning écologique

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Propreté du chantier et des abords

Mesures mises en place :

- propreté du chantier et abords
 - voies attenante (balayeuse)
 - nettoyage roues camions (nettoyeur haute pression ou rotoluve)

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Procédure d'accès au chantier

Mesures mises en place :

- procédure d'accès au chantier

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

--

Limitation des nuisances poussières

Mesures mises en place :

- arrosage des pistes
- limitation de la vitesse

État conforme

☐

☐

État non conforme

☐

☐

Autres mesures :

-
-

☐

☐
☐

☐

Observations/Mesures correctives :

--

L'objectif n°2 « Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°3 – Milieu humain et santé publique

Limitation des nuisances air

Mesures mises en place :

• respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage traitement aux liants hydrauliques (jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...)

☐
☐

- circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction)

☐
☐

- respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées

☐
☐

Autres mesures :

-
-

☐

☐
☐

☐

Observations/Mesures correctives :

--

--

Limitation des nuisances bruit :**Mesures mises en place :**

- conformité des engins de chantier

État conforme☐**État non conforme**☐**Autres mesures :**

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

--

L'objectif n°3 « Milieu humain et santé publique » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°4 – Gestion des déchets

Bennes de stockage / lieux identifiés

Mesures mises en place :

- présence de bennes de stockage
- identification des bennes

État conforme

☐☐

État non conforme

☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

Évacuation des déchets – Bordereaux de suivi

Mesures mises en place :

- Bordereaux produits par l'entreprise
- Bordereaux remis au MOE

État conforme

☐☐

État non conforme

☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°4 « Gestion des déchets » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

FICHE N°3 : Fiche de Non-Conformité Environnemental du chantier

Fiche n° :	Date :
Opération :	
Entreprise concernée :	

DESCRIPTION DE LA NON CONFORMITÉ	
Domaine concerné :	<input type="checkbox"/> Application du PRE A adapter au chantier : <input type="checkbox"/> Document spécifique : SOSED
Anomalies constatées :	

DESCRIPTION DES MESURES DE RÉPARATION
Actions correctives proposées par l'entreprise :

DECISION DU MAITRE D'ŒUVRE	
Accord sur les actions correctives proposées par l'entreprise	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Complément du maître d'œuvre sur les actions correctives proposées par l'entreprise	
Délai de Réalisation :	Date et visa du maître d'œuvre

CONSTAT DU TRAITEMENT DE LA NON-CONFORMITÉ
Mise en conformité réalisé le :
Date et visa du maître d'œuvre

FICHE N°4 : MOE / Fiche de suivi environnemental sur le chantier

Application du PRE

La présente fiche est utilisée **par la maîtrise d'œuvre** pour le suivi environnemental du chantier. Elle peut évoluer en fonction des activités du chantier.

Elle est complétée par les photos prises sur le chantier lors des visites.

Fiche de suivi environnemental sur le chantier Application du PRE

Opération :

Marché _____ – Titulaire _____

Date de visite du chantier	Le : __/__/__	Entreprise concernée : Représentée par :	_____
par	_____		
accompagné de	_____		

Fiche n° xx		Rédigée par : _____	
Phase travaux : _____			

1 – RESPECT DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES :

Assainissement provisoire :

- | | | | |
|--------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| • fossés, cunettes | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • bassins de décantation | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • passages filtrants | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • maintenance sur site | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |

Vidange des engins interdite, aire étanche pour les pleins, aire étanche pour les réparations.

Observations :

(Photo)

Traitement d'une pollution accidentelle :

- présence du kit anti-pollution ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Stockage de produits polluants :

- produits identifiés ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- fiche de données de sécurité sur site ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- bacs de rétention / containers ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Confinements :

- Confinement plates-formes de travail ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- Confinement zones de récupération ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

2 – MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE**Balisage / Clôtures :**

- balisage des zones sensibles ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- clôtures de chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- accès au chantier fermé ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées :

- | | | | |
|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| • positionnement des zones | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • imperméabilisation des zones | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |

Observations :

(Photo)

Respect du planning écologique :

- | | | | |
|----------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| • respect du planning écologique | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
|----------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|

Observations :

(Photo)

Propreté du chantier et des abords :

- | | | | |
|---|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| • propreté du chantier et abords | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| ◦ voies attenante
(balayeuse) | | | |
| ◦ nettoyage roues camions
(nettoyeur haute pression ou rotoluve) | | | |

Observations :

(Photo)

--

Procédure d'accès au chantier :

- procédure d'accès au chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances poussières :

- arrosage des pistes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- limitation de la vitesse ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

3 – MILIEU HUMAIN ET SANTÉ PUBLIQUE**Limitation des nuisances air :**

- respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage traitement aux liants hydrauliques
(jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...)
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction)
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances bruit :

- conformité des engins de chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

4 – GESTION DES DÉCHETS**Bennes de stockage / lieux identifiés :**

- présence de bennes de stockage ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- identification des bennes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Évacuation des déchets – Bordereaux de suivi :

- Bordereaux produits par l'entreprise ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- Bordereaux remis au MOE ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)